

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) entre la Préfecture, la Délégation Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (DIAIR) et la Ville de Montpellier - Bilan de l'exercice 2023 - Renouvellement pour l'exercice 2024 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier adhérente à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) est engagée dans une dynamique globale d'accueil et d'insertion pour faciliter l'intégration des migrants sur son territoire. Elle a démontré son engagement et l'opérationnalité de sa démarche en ouvrant ses structures communales, en apportant son expertise et ses moyens en matière d'habitat intercalaire, de solidarité alimentaire et en mobilisant son réseau associatif pour l'accueil des familles ukrainiennes, afghanes, en soutien aux mesures de droit commun des services de l'Etat ; ceci à toutes les étapes du dispositif national d'accueil depuis désormais deux années. Les instances de concertation et les bonnes pratiques développées dans le cadre du contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) sont l'expression concrète de ce travail conduit de façon contractuelle avec les services de l'Etat depuis décembre 2021.

Les personnes concernées par le dispositif national des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration sont les primo-arrivants. Le CTAI montpelliérain privilégie les actions envers les personnes ayant obtenu la protection internationale (BPI) au titre d'une demande d'asile ou des considérations humanitaires conjoncturelles et stabilisant leur domicile sur la Ville après l'obtention. En 2023 :

- 163 personnes ont bénéficié d'un dispositif long d'accès à l'emploi, au logement ou à l'apprentissage du français ;
- 169 personnes ont participé à des actions ou ateliers, bénéficié de conseils et accompagnements plus circonscrits dans le temps ;
- 500 personnes ont participé à la journée mondiale des réfugiés.

Quatre axes structurent le CTAI de la Ville de Montpellier, dont le bilan qualitatif 2023 est le suivant :

- Axe 1 - Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle par la mise en place d'un guichet unique proposant aux parents un apprentissage du Français et un mode de garde synchronisé en crèche : 5 familles concernées ;
- Axe 2 - Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants : 16 Contrats à durée Déterminée (CDD) de 3 mois au sein des services de la Ville de Montpellier, sur des postes « insertions », proposant une demi-journée par semaine dédiée à lever les freins à l'emploi. 1 nomination stagiaire avant titularisation a été signée en sortie de parcours ;
- Axe 3 - Faciliter l'accès au logement digne : 80 personnes ont bénéficié d'une solution en habitat intercalaire, à la Résidence des Fauvettes du Centre Communal d'Actions Sociales de Montpellier (CCAS) ou en intermédiation locative ;
- Axe 4 - Encourager l'exercice de la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire : 500 participants à la journée mondiale des réfugiés du 20 juin 2023.

Ces 4 axes sont reconduits en 2024 avec des perspectives d'évolution qui portent d'une part sur une gouvernance recentrée sur le parcours des bénéficiaires, plus que sur les dispositifs, et d'autre part sur des partenariats renforcés avec les dispositifs de droit commun avec :

- Une convention de coordination avec le programme d'intégration AGIR 34 (à venir) ;
- Une candidature à l'appel à projet de la Région Occitanie pour l'intégration des publics réfugiés en juin 2024 ;
- L'orientation des publics en habitats intercalaires désormais agréés par les services de l'Etat.

En outre, de nouvelles actions sont proposées en 2024 pour compléter les outils existants :

- Axe 3 : Une expérimentation d'aide complémentaire aux travaux des propriétaires bailleurs privés pour accueillir les personnes réfugiées en intermédiation locative (objectif : 4 logements mis à disposition) ;
- Axe 3 : La formation et le développement d'un réseau de logeurs solidaires, pouvant accueillir en cohabitation des réfugiés subissant des discriminations, particulièrement en raison des orientations sexuelles (LGBT) (objectif : 3 places) ;
- Axe 4 : L'accompagnement des personnes réfugiées vers les associations, services et lieux culturels et sportifs dès le début de leur parcours d'intégration (objectif : 140 bénéficiaires).

Pour l'année 2024, le montant de la contractualisation avec les services territoriaux de l'Etat et la Délégation Interministérielle pour l'accueil et l'intégration des réfugiés est équivalent à celui de 2023, c'est à dire à hauteur de 240 000 €. La Ville de Montpellier reversera 90 000 € de la subvention de l'Etat au CCAS de Montpellier pour la mise en œuvre des actions suivantes :

- 70 000 € pour le dispositif transversal Univ'Air Réfugiés (50 000 €) et le dispositif d'accompagnement à l'embauche (20 000 €) ;
- 20 000 € pour la participation au fonctionnement de la résidence des Fauvettes pour les jeunes isolés, bénéficiaires de la protection internationale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du bilan d'année 2023 du CTAI ;
- D'approuver les termes du CTAI de l'année 2024 et de la convention de reversement entre la Ville de Montpellier et le CCAS ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CTAI contrat 2024 RIB.docx
- Bilan CTAI Montpellier 2023 v3 (003).pdf
- convention de reversement CTAI - CCAS 2024.docx
- Revue des actions 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271084-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**CONTRAT
TERRITORIAL
D'ACCUEIL ET
D'INTEGRATION
DES BENEFICIAIRES
DE LA PROTECTION
INTERNATIONALE ET
ETRANGERS PRIMO -
ARRIVANTS - VILLE
DE MONTPELLIER**

2024



Délégation interministérielle
à l'accueil et à l'intégration
des réfugiés



Entre

Le Préfet de l'Hérault, Monsieur François-Xavier LAUCH,

Le Préfet, Délégué interministériel chargé de l'accueil et de l'intégration des réfugiés, Monsieur Alain REGNIER

et

La Ville de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Michaël DELAFOSSE,

PREAMBULE

Depuis 2019, le Gouvernement propose aux collectivités territoriales de signer des Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI), pour favoriser l'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les réfugiés, résidant sur leur territoire.

Les contrats territoriaux reposent sur une démarche de co-construction entre les services de la collectivité et ceux de la préfecture. Les contrats se construisent de façon agile, en partant d'un diagnostic partagé qui prend en compte les enjeux du territoire et les besoins des personnes.

En effet, les collectivités et leurs groupements disposent de compétences de droit commun en matière de logement, d'action sociale, de formation professionnelle, d'emploi, de mobilité, etc. pouvant être utilement mobilisées pour favoriser l'accession à l'autonomie des étrangers. Elles constituent également l'échelon de proximité adéquat pour accompagner les initiatives de rapprochement entre la société d'accueil et les étrangers primo-arrivants et réfugiés.

La ville de Montpellier a ainsi signé son premier Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des Réfugiés le 21 décembre 2021. Elle a mis en œuvre les actions afférentes durant deux années (2022 et 2023), durant lesquelles elle s'est aussi particulièrement mobilisée pour l'accueil des réfugiés Ukrainiens et Afghans sur son territoire aux côtés des services territoriaux de l'Etat.

En 2023, le nombre de personnes bénéficiaires de la protection internationale dans l'Hérault a suivi des tendances similaires à celles observées au niveau national, soit une **hausse de 8,6% par rapport à 2022. 588 personnes ont obtenu le bénéfice de la protection internationale ou de la protection subsidiaire dans le département de l'Hérault en 2023.**

La ville de Montpellier accueille naturellement ce public dans les premiers mois de ses démarches par la présence du SPADA commun aux départements de l'Hérault, de l'Aude, du Gard et de la Lozère. Dans la durée, les indicateurs de pôle emploi tendent à démontrer la stabilisation d'à minima 72 % de ce public sur la ville de Montpellier, au-delà de 2 années, soit un flux d'environ **420 personnes par année**.

Le dispositif ACCEL'AIR 34 a été remplacé en 2023 par le dispositif national AGIR. Porté par l'association Forum Réfugiés, il assure un suivi pour l'insertion professionnelle et sociale durant les 24 premiers mois d'obtention de la protection internationale. Depuis juillet 2023 **AGIR 34 accompagne en file active plus de 570 personnes dans l'Hérault avec un taux de sorties positives de 76 % en mars 2024, soit 430 personnes.**

Ce sont donc chaque année 140 personnes réfugiées, bénéficiaires de la protection internationale qui ne pourront quitter le dispositif AGIR en situation positive, à savoir être en emploi et disposer d'une solution de logement. Ce public reste donc la priorité du CTAI de la Ville Montpellier et une convention d'articulation AGIR/CTAI viendra renforcer les moyens mobilisés localement pour optimiser le taux de sortie positive, mais également identifier les personnes en échec d'insertion dans la Ville.

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville, au travers de son Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale (CEIS), assure en tant que tiers lieu pour l'insertion, un lien transversal entre les 4 axes et les acteurs du territoire ainsi mobilisés. Il permet aux personnes réfugiées d'être orientées et guidées depuis une ressource centrale vers les différentes solutions du droit commun mais également vers les actions spécifiques du CTAI. La mobilisation des crédits alloués par l'Etat pour la mise en œuvre du CTAI s'équilibre ainsi entre les moyens déployés pour le CEIS et le soutien aux acteurs associatifs du territoire qui développent des ressources innovantes en complément du droit commun.

Fin 2023, le bilan opérationnel quantitatif des deux années de mise en œuvre du CTAI de la ville de Montpellier est le suivant :

AXE 1 : Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle

- 2022 : diagnostic territorial consolidé sur l'offre et les problématiques pour l'apprentissage du Français à Montpellier
- 2023 : ouverture du guichet unique pour l'apprentissage du Français pour les jeunes parents avec places en crèche intégrées - 5 familles inscrites

AXE 2 : Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants

- 2022 : 90 personnes en ateliers d'orientation – Recrutement de 8 CDD d'insertion dans les services Ville Métropole
- 2023 : 160 personnes en ateliers d'orientation – Recrutement de 8 CDD d'insertion - 1 nomination stagiaire, à la suite du CDD, avant titularisation

AXE 3 : Faciliter l'accès au logement digne

- 2022 : 27 places de logements intercalaires et IML
- 2023 : 73 places de logements en intercalaires, IML et ALT

AXE 4 : Encourager la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire

- 2023 : première organisation de la journée mondiale des réfugiés le 20 juin : + de 500 participants.

Aussi, dans le prolongement des deux années présentées et dans le souci de tirer parti du bilan et des évaluations de chaque axe de travail, transmis à la DIAIR et aux services territoriaux de l'Etat dans l'Hérault, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT TERRITORIAL D'INTÉGRATION DES BÉNÉFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE

La Ville de Montpellier s'engage pour une troisième année du contrat territorial d'accueil et d'intégration, à la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur de l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale et des étrangers primo-arrivants.

L'objectif de ce contrat est d'améliorer les conditions de vie en levant les freins à l'intégration et en améliorant les liens avec le territoire d'accueil. Pour cela, au plan national, 7 enjeux ont été identifiés pour asseoir la contractualisation avec les territoires :

- Le pilotage de la politique d'intégration ;
- Les parcours d'intégrations ;
- L'accès à la formation linguistique et professionnelle, l'emploi ;
- L'accès au logement ;
- L'accès aux soins ;
- L'accès aux droits ;
- Le changement de regard sur les réfugiés.

La Ville de Montpellier, en accord avec les services territoriaux de l'Etat, et au regard des actions déjà engagées durant les deux premières années de mise en œuvre, confirme 4 axes prioritaires de travail pour répondre à ces enjeux au cours de l'année 2024.

AXE 1 : Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle

AXE 2 : Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants

AXE 3 : Faciliter l'accès au logement digne

AXE 4 : Encourager la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire

Conformément aux directives de la DIAIR pour 2024, parmi ces 4 axes, celui de l'accès au logement sera privilégié.

La Ville de Montpellier souhaite que le contrat d'accueil et d'intégration soit envisagé comme une réponse globale associant l'ensemble des compétences et des volontés portées par les services de l'Etat, les collectivités, mais également les personnes concernées, les acteurs privés et la société civile, notamment les associations.

Ils devront répondre ensemble à l'enjeu général de cohésion sociale que représente une bonne intégration des étrangers en situation régulière sur le territoire de Montpellier. Mieux prendre en compte les ressources des acteurs présents sur la ville et la métropole, et proposer des actions innovantes complémentaires aux dispositifs existants et au droit commun est un objectif partagé.

Revue des actions 2024 :

- AXE 1 : Renforcer la maîtrise de la langue française indispensable au processus d'intégration sociale et professionnelle (30 000 €)
 - o Déployer plus largement le guichet unique pour l'apprentissage du Français de 24 parents intégrant un mode de garde adapté des jeunes enfants.
- AXE 2 : Diversifier les outils et dispositifs d'insertion socioprofessionnelle innovants (70 000 €)
 - o Pérenniser le dispositif transversal Univ'AIRS Réfugiés du CEIS pour 160 BPI;
 - o Pérenniser le dispositif d'accompagnement à l'emploi intégré au sein des services de la Ville avec un objectif de 60 mois de CDD au total.
- AXE 3 : Faciliter l'accès au logement digne (113 000 €)
 - o Stabiliser les 20 places en habitat intercalaire sur l'ensemble des bien conventionnés dans la métropole ;

- o Assurer l'accompagnement des 18 places de la résidence « les Fauvettes» pour les hommes BPI isolés, portée par le CCAS ;
 - o Reconduire l'action de renforcement de l'intermédiation locative pour 20 foyers sortants de CADA ;
 - o Attribuer 30 bourses pour l'accès digne au premier logement des publics d'AGIR 34 ;
 - o Expérimenter une stratégie levier pour la création de 4 logements intermédiés dans le parc privé auprès de l'opérateur du dispositif « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ;
 - o Expérimenter le développement de l'hébergement solidaire au profit des personnes réfugiées et primo-arrivantes rencontrant des discriminations (particulièrement liées aux orientations sexuelles (LGBT) - 3 personnes.
- AXE 4 : Encourager la citoyenneté et l'accès aux ressources du territoire (27 000 €)
 - o Accompagner 140 personnes réfugiées à Montpellier vers les ressources associatives culturelles, sportives et patrimoniales de la Ville
 - o Reconduire l'organisation de la journée mondiale des réfugiés à Montpellier pour 800 participants

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

ARTICLE 2.1 : PRÉFECTURE DE L'HERAULT

La Préfecture de l'Hérault s'engage, en vertu de la signature de ce contrat à verser une subvention d'un maximum de 240 000 € à la Ville de Montpellier au cours de l'année 2024.

ARTICLE 2.2 : MODALITE DE VERSEMENT

La contribution de l'Etat fera l'objet d'un versement annuel à la ville de Montpellier, au titre de la loi de finances 2024 (programme 104).

Les montants correspondants seront crédités sur le compte de la ville de Montpellier

Dénomination sociale : TRESORERIE MUNICIPALE DE MONTPELLIER

Code établissement :

Code Guichet :00572

Numéro de compte : E3400000000-10

Clé RIB : 10

IBAN : FR44 3000 1005 72E3 400 000 010

BIC : BDFEFRPPCCT

ARTICLE 2.3 : VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier s'engage quant à elle à mettre en œuvre des actions contribuant à la déclinaison des priorités identifiées dans le contrat territorial et notamment à :

- porter les actions au sein de ses services, via le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS),
- rechercher et établir les conventionnements nécessaires avec les instances et services de la métropole pour les secteurs relevant de sa compétence : transport, logement...
- identifier les partenaires associatifs et lancer les appels à projets visant à retenir les opérateurs en charge de la mise en œuvre de tout ou partie des priorités identifiées.
- recruter en CDD de 3 mois, hors postes vacants, des personnes bénéficiaires de la protection internationale, en situation régulière, ne

pouvant accéder au marché de l'emploi à cause de freins culturels et liés à la maîtrise du français. La Ville mobilisera ses propres financements pour cette action avec un objectif maximum de 60 mois en 2024 pour un montant total ne pouvant excéder 160 000 € .

- mobiliser 0,2 ETP d'un chargé de projet dédié, valorisés à hauteur de 11 500 € pour l'année 2024 dans le cadre du CTAl.

ARTICLE 3 : PILOTAGE

La Ville de Montpellier coordonne, assure le suivi et l'évaluation des actions financées dans le cadre du contrat. En cela elle s'appuie sur le chargé de projet dédié.

Elle organise une fois par an le comité de pilotage du contrat réunissant l'Etat (Préfecture - DDETS), les services de l'OFII, les représentants des partenaires institutionnels conventionnés dans le cadre du contrat et rend compte de la mise en œuvre des actions menées.

Elle organise autant que de besoin des comités techniques de suivi opérationnel avec les prestataires et partenaires du contrat. Elle invite le représentant de l'Etat (DDETS) dans les comités de suivi technique.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

La Préfecture, les services de l'Etat dans l'Hérault et la Ville de Montpellier s'engagent à faire remonter les initiatives, actions innovantes et les dispositifs mis en œuvre par eux et les partenaires du territoire sur la plateforme nationale *Refugies.info*.

En effet, la DIAIR porte, depuis 2019, le projet de plateforme collaborative *Refugies.info*, dont l'objectif est de proposer une information simple et traduite aux personnes réfugiés et à leurs aidants. Chacun peut contribuer à alimenter la plateforme avec des informations pratiques, en vue de simplifier l'orientation des publics sur les différents dispositifs existant localement. La plateforme est entièrement gratuite et a vocation à référencer l'ensemble des actions du territoire, dans un délai court.

Fait à Montpellier en trois exemplaires originaux, le

Pour la Ville de
Montpellier,

Le Maire de
Montpellier,
Président de
Montpellier
Méditerranée
Métropole

Pour l'Etat,


Le Préfet de l'Hérault

François-Xavier LAUCH

Le Préfet, Délégué
interministériel chargé
de l'accueil et de
l'intégration des
réfugiés

Alain REGNIER

Michaël DELAFOSSE



Ville de Montpellier

CONTRAT TERRITORIAL D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION

Bilan d'actions 2023



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Délégation interministérielle
à l'accueil et à l'intégration
des réfugiés



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CONTRAT TERRITORIAL D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DE MONTPELLIER

Table des matières

CADRE GENERAL 2023.....	4
Deux années de mise en œuvre du CTAIR comme point de départ	4
Les données chiffrées 2023	5
Le nouveau dispositif AGIR	6
SUIVI ET PILOTAGE 2023	7
Les comités de suivi, de pilotage et les temps forts	7
Les fiches bilan des actions harmonisées :	9
Préconisations 2024	9
BILAN D' ACTIONS – année 2023	11
Rappel du projet de la revue initiale des actions pour 2023	11
Axe 1 : apprentissage du Français	13
Les chiffres clefs 2023	13
Du diagnostic vers les réponses de terrain.....	13
Revue d'actions 2023	14
Préconisations 2024	14
Axe 2 : insertion dans l'emploi.....	15
Les chiffres clefs AXE 2	15
La Ville de Montpellier, un employeur pour l'insertion	15
Revue d'actions 2023	16
Préconisations 2024	16
Axe 3 : accès au logement	17
Les chiffres clefs AXE 3	17
Une stratégie consolidée dans le parcours vers le logement.....	18
Revue d'actions 2023	19
Préconisations 2024	19
AXE 4 : Citoyenneté	20
Les chiffres clef	20
La journée mondiale des réfugié.e.s 2023	20
Revue d'actions 2023	21
Préconisations 2024	21

ANNEXES 1– APPRENTISSAGE DU FRANCAIS	22
Annexe 1.1 - Fiches bilan AXE 1	22
Annexe 1.2 - Présentation de l'action pour l'apprentissage du Français pour les parents	25
Annexe 1.3- AAP pour identifier le porteur de l'action apprentissage du Français pour les parents	28
ANNEXES 2– INSERTION DANS L'EMPLOI.....	30
Annexe 2.1 - Fiches bilan AXE 2	30
Annexe 2.2 – Présentation de l'action Univ'AIR Réfugiés.....	35
ANNEXES 3– ACCES AU LOGEMENT	40
Annexe 3.1 - Fiches bilan AXE 3	40
ANNEXES 4– EXERCICE DE LA CITOYENNETE.....	58
Annexes 4.1 - Fiches bilan AXE 4.....	58
Annexes 4.2 – Communication JMR 2023	64

CADRE GENERAL 2023

Deux années de mise en œuvre du CTAIR comme point de départ

Le contrat d'accueil et d'intégration des personnes réfugiées de la Ville de Montpellier a été signé pour la première fois le 10 décembre 2021 et a été mis en œuvre durant l'année 2022 puis renouvelé en 2023 dans une logique de continuité et d'amélioration opérationnelle, identiquement structuré autour de 4 axes :

- **L'apprentissage du Français** / dans une stratégie de partant d'un état des lieux, un diagnostic partagé, des réponses opérationnelles
- **L'insertion dans l'emploi** / dans le souci de compléter par du suivi individualisé les outils du droit commun pour l'emploi
- **L'accès au logement** / en s'appuyant notamment sur l'expérience reconnue de la ville de Montpellier en habitat intercalaire
- **La citoyenneté** / en ciblant tout autant les personnes BPI elles-mêmes que la sensibilisation des habitants de la Ville de Montpellier à la situation et aux initiatives au profit des personnes BPI

En 2023, la DAIR a augmenté de 20 % le montant des crédits fléchés dans la convention CTAI pour le financement des actions (200 000€ en 2022 et 240 000€ en 2023). A ces financements 2023, il convient d'ajouter les crédits du BOP 147 (Etat) et les moyens mobilisés par la Ville.

En 2023, c'est donc **590 250 €** qui ont été mobilisés au profit des actions portées sur le territoire (hors conventionnement AGIR).

- **Financement crédits Etat : 64 %**

- DIAIR : 240 000 €
- BOP 177 : 136 500 €

- **Financement crédits Ville de Montpellier : 36 %**

- 0.2 ETP coordination : 11 500 €
- Insertion dans l'emploi : 160 000 €
- Valorisation CCAS « hôtel des fauvettes 42 250 €

Les données chiffrées 2023

En 2023, le nombre de personnes bénéficiaires de la protection internationale dans l'Hérault a suivi des tendances similaires à celles observées au niveau national, soit une **hausse de 8,6% par rapport à 2022**. Cela représente une augmentation notable par rapport à 2022 et un retour à une augmentation globale nationale après les baisses successives de 2019 et 2020.

588 personnes ont obtenu le statut de réfugié ou la protection subsidiaire dans le département de l'Hérault en 2023. S'ajoutent les orientations des personnes ayant acquis la protection en Ile de France puis déplacées vers notre territoire. Si on ne dispose pas de chiffres précis en 2023, on peut raisonnablement l'estimer à un peu moins de 10 % des protections locales d'après le rapport national de la Cimade.

Enfin, Il convient de rajouter à ces chiffres, suite à la guerre en Ukraine, 2 000 Ukrainiens qui ont été enregistrés sous le statut de la protection temporaire depuis le début de l'année 2022.

Les bénéficiaires de la protection internationale sont en premier lieu des hommes jeunes et viennent majoritairement de pays non francophones. Près de 30% sont des enfants âgés de moins de 18 ans. 40% des réfugiés sont toutefois des femmes.

L'Afghanistan et la Syrie restent les nationalités d'origine la plus représentées pour les personnes bénéficiaires de la protection internationale dans l'Hérault comme au niveau national. Au plan local on note une augmentation sensiblement plus importante des demandes des Turcs, Vénézuéliens et Colombiens fin 2022 et en 2023.

4 Chiffres clefs en 2023

- ✓ **161 bénéficiaires d'un dispositif pérenne d'apprentissage du français, d'insertion dans l'emploi ou d'un logement**
- ✓ **170 participations aux ateliers d'accompagnement et d'insertion UNIV'AIR REFUGIES**
- ✓ **Plus de 500 participants à la journée mondiale des réfugiés**
- ✓ **590 250 € mobilisés sur la ville**

Le nouveau dispositif AGIR

AGIR a succédé au dispositif ACCELAIR en 2023 dans l'Hérault. Ce dispositif permet désormais d'accompagner les personnes bénéficiaires de la protection internationale durant deux années après l'obtention de la décision de protection, contre un an précédemment. Les apatrides et les personnes bénéficiaires de la protection temporaire ne sont pas éligibles au dispositif.

Le dispositif AGIR permet, au travers d'un accompagnement social, d'ouvrir des droits aux BPI dans le droit commun et de les accompagner vers une sortie positive du dispositif. Celle-ci est caractérisée par deux critères cumulatifs : l'insertion dans un emploi et l'accès à une solution de logement.

Depuis juillet 2023, **AGIR 34 accompagne en file active plus de 570 personnes dans l'Hérault avec un taux de sorties positives de 76 % en mars 2024.**

Le passage du dispositif ACCELAIR à AGIR dans l'Hérault, même si tous les deux sont portés par le même opérateur FORUM REFUGIES, a nécessité des adaptations, certaines actions ont été mises en attente quelques mois.

Toutefois le renforcement des outils du dispositif AGIR pour l'insertion dans le logement a été maintenu en 2023 au travers des bourses pour le parcours résidentiel de personnes accompagnées et les équipes AGIR ont été intégrées à la commission de suivi de l'axe 3 du CTAI pour l'accès aux places en habitat intercalaire de la Ville de Montpellier.

Les perspectives 2024 du partenariat AGIR/CTAI de la Ville de Montpellier s'entendent désormais autour d'objectifs clarifiés et évaluables

- 1) Signature d'une convention de partenariat globale (à venir)
- 2) Inclusion d'AGIR dans le comité trimestriel de suivi du CTAI
- 3) Maintien de l'action pour l'accès au logement « bourses du parcours résidentiel », financée par le CTAI.
- 4) Déploiement d'un accompagnement transversal AGIR pour l'accès aux ressources associatives, culturelles et sportives de la Ville de Montpellier.

SUIVI ET PILOTAGE 2023

Les comités de suivi, de pilotage et les temps forts

Le contrat d'accueil et d'intégration des réfugiés 2023 prévoyait la tenue une fois par an d'un comité de pilotage réunissant la Ville de Montpellier, l'OFII et les services territoriaux de l'Etat afin d'assurer le suivi, l'évaluation des actions et rendre compte de sa mise en œuvre.

La Ville de Montpellier a organisé autant que de besoin des comités techniques de suivi opérationnel avec les prestataires et partenaires du contrat. Les services territoriaux de l'Etat étaient invités à se joindre systématiquement à ces temps de suivi.

Récapitulatif des comités de suivi, de pilotage et temps forts de l'année 2023

Janvier 2023

4 janvier 2023 – AXE1 Ville / OFII : bilan
axe 1 - état des lieux

12 janvier 2023 – AXE 2 Ville / CCAS –
bilan action insertion dans l'emploi

13 janvier 2023 – AXE 3 Ville / forum
Réfugiés : attribution des bourses
parcours résidentiel

19 janvier 2023 préparation COPIL Ville /
état

27 janvier 2023 – Axe 4 première
rencontre JMR à Montpellier

Février 2023

6 février 2023 – AXE 4 Ville / Groupe SOS
préparation JMR

8 février 2023 - AXE 1 Ville / AD'OC
construction rapport état des lieux

8 février 2023 - AXE 4 comité de suivi
services Civiques

9 février 2023 – Axe 2 bilan univers
Réfugiés

10 et 15 février COPIL CTAIR Ville / Etat

21 février – AXE 1 Ville / AD'OC Finalisation
Etat des lieux

Mars 2023

08 mars 2023 – AXE 3 Ville / Adages
convention intercalaire

14 mars 2023 - AXE 3 Ville / Métropole
convention orientation intercalaire

15 mars 2023 : Régulation CTAIR
interservices Ville

23 mars 2023 – AXE 4 préparation JMR

Avril 2023

03 avril 2023 – AXE 3 intercalaire Habitat
& Humanisme

04 avril 2023 – AXE 1 Ville Etat / OFII /
AD'OC restitution Etat des lieux

04 avril 2023 – AXE 4 Ville / Groupe SOS
préparation JMR

21 avril 2023 – AXE 4 articulation CEM
CTAIR

30 avril - AXE 4 préparation JMR

Mai 2023

03 mai 2023 – AXE 2 Régulation
recrutement CTAIR direction Education

16 mai 2023 – AXE 4 Préparation JMR

31 mai 2023 – AXE 2 démarrage action
recrutement Ville/ Métropole

Juin 2023

2 juin 2023 – AXE 2 commission insertion
dans l'emploi

**19 et 20 juin 2023 – AXE 4 Journée
Mondiale des Réfugiés à la halle
Tropisme**

26 juin 2023 - AXE 3 Ville / forum réfugié

29 juin 2023 – Ville /CCAS construction
parcours insertion dans l'emploi

Juillet 2023

24 juillet 2023 – Axe 3 visite intercalaire

31 juillet 2023 - AXE 4 Bilan JMR

Aout 2023

01 aout 2023 – Ville / AGIR nouvelle
articulation

02 aout 2023 – AXE 3 Ville / Groupe SOS
action IMLR

29/08 2023 – AXE 1 ville /AD'OC/OFIG
création cahier des charges de l'AAP FLE
parents

Septembre 2023

5 septembre 2023 – AXE 2 Ville/CCAS/
AGIR sélection des candidats insertion
dans l'emploi

8 septembre 2023 - AXE 1 commission FLE
Parents

22 septembre 2023 – AXE 3 Ville / AGIR
commission Bourses parcours résidentiel

25 septembre 2023 – AXE 4 bilan JMR

Octobre 2023

7 octobre 2023 – COPIL Ville / Etat
Evaluation Régulation du CTAIR

09 octobre 2023 – AXE 2 Régulation
recrutement par la ville avec pôle RH

**13 octobre 2023 – AXE 1 lancement
action FLE parents**

18 octobre 2023 – AXE 4 commission
Plateforme Service Civique

19 octobre 2023 - AXE 3
Ville/AGIR/Adages commission habitat
intercalaire

Novembre 2023

**14 novembre 2023 AXE 2 lancement
promotion 2 insertion dans l'emploi**

16 novembre 2023 AXE 2 accueil de la
promotion insertion dans les crèches

Décembre 2023

14 décembre 2023 AXE 3 Ville / CEIS bilan
action hôtel des Fauvettes

**16 décembre 2023 AXE 3 Inauguration
des Fauvettes**

La réunion d'une commission spécifique à chaque axe, voire chaque action, s'est montrée efficace dans un contexte de création de dispositifs parfois complexes, ne pouvant mobiliser à chaque fois tous les acteurs institutionnels.

Pour 2024, il est proposé de réformer le suivi et le pilotage du CTAI par l'organisation trimestrielle d'une commission transversale regroupant :

- La ville de Montpellier
- Les services territoriaux de l'Etat : DDETS et OFII
- Le porteur du dispositif AGIR : Forum Réfugiés

Cette commission pourra désormais travailler dans une logique de parcours des bénéficiaires et non plus par dispositif. Elle aura pour rôle de proposer et valider l'inscription des bénéficiaires dans les dispositifs du CTAI ou de favoriser la mobilisation des moyens du CTAI au profit des cas particuliers identifiés :

- Liens étroits entre accès à l'emploi et au logement
- Appui à l'apprentissage du français de tous les bénéficiaires sortant de CADA en IML
- Orientation systématique vers les ateliers Univ'Air Réfugiés

Les porteurs d'actions du CTAI seront amenés une fois dans l'année à présenter leur bilan d'action à la commission.

Les fiches bilan des actions harmonisées :

En 2023, la Ville de Montpellier a établi un formulaire harmonisé de bilan pour l'ensemble des actions des 4 axes du contrat d'accueil et d'intégration des réfugiés. Cette « fiche bilan », utilisée par 100% des partenaires, reprend les critères d'évaluation présents dans le tableau de suivi national de la DIAIR afin d'identifier prioritairement.

- Le nombre de bénéficiaires de chaque action
- Les ETP nécessaires à la réalisation des actions
- Le différentiel entre les objectifs prévus au démarrage de l'action et les objectifs réalisés

Les outils nationaux de suivi et d'évaluation doivent être transmis courant 2024 par Etat aux porteurs de contrats d'intégration. Les fiches bilans du CTAIR n'auront pas vocation à disparaître pour autant car elles font partie intégrante des pièces exigées dans les conventions de financement de chaque porteur d'action. Elles font apparaître à ce titre le détail de l'utilisation des crédits alloués à chaque action. Une harmonisation avec les outils nationaux permettra d'y intégrer des éléments permettant d'apprécier la période de mise en œuvre des actions.

Préconisations 2024

Une harmonisation de la fiche bilan montpelliéraine avec les outils nationaux permettra d'y intégrer des éléments attendus par la DIAIR notamment la période de mise en œuvre des actions.



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : AXE (...)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres

Descriptif et bilan de l'action réalisée:

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en œuvre

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	
Achats		Autres subventions	
Charges de personnel		Autres produits de gestion	
Impôts et taxes		Reports ressources antérieures	
Autres charges et charges courantes			
Total		Total	
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Détails des dépenses 2023

Facture	Nature	Date	montant

Perspective 2024

BILAN D'ACTIONS – année 2023

Rappel du projet de la revue initiale des actions pour 2023

2023 Axe 1 : Apprentissage du Français / 26 000 €				
actions	Affectation des aides CTAIR 2023	Porteur 2023	Objectifs	Rappel année 1
Etat des lieux sur l'apprentissage du français par les BPI à Montpellier	26 000 €	A déterminer en 2023	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser la restitution de l'état des lieux année 1 - Financement des ateliers repérés comme bonne pratique - Installation d'un COTECH parcours linguistique des BPI 	Etat des lieux financé à hauteur de 10 000 € dans le cadre d'un marché avec l'association AD'oc conseils. Deux documents produits <ul style="list-style-type: none"> - Dispositifs par quartier - Recueil de la parole des BPI

2023 Axe 2 : insertion dans l'emploi / 80 000 €				
actions	Budget prévisionnel année 2	Porteur 2023	Objectifs	Rappel année 1
UNIV'AIR Réfugiés	50 000 €	CCAS / CEIS	Proposer aux BPI un accompagnement socioprofessionnel individualisé et renforcé. Transmettre l'ensemble des outils et des codes nécessaires pour accéder à l'emploi. Formation linguistique adaptée 90 personnes à recevoir en atelier	50 000 € 90 personnes reçues 15 personnes ukrainiennes reçues en complément sur les créneaux du jeudi
Optimiser les sorties vers l'emploi	30 000 € + 3 000 € reportés de l'année 1	CCAS / CEIS	Repérer, préparer et accompagner les BPI sur des postes en tension identifiés par la ville de Montpellier ou pôle emploi au sein des entreprises locales. (Agent d'entretien, restauration, bâtiment...) 30 parcours de mise en emploi (ou formation) <ul style="list-style-type: none"> - 10 au sein des services de la ville - 10 chez les employeurs sourcés par pôle emploi - 10 dans l'un ou l'autre des secteurs 	19 000 € 12 postes identifiés par la ville au sein des métiers en tension AERS (5 maintiens dans l'emploi au bout des 3 mois) 18 personnes repérées et préparées en partenariat avec pôle emploi pour les entreprises recrutant des BPI - 6 maintiens en emploi (13 orientations, 6 en parcours pro, 1 CDD, 1 CQP, 1 FLE, 3 recrutements en cours)

2023 Axe 3 : accès au logement / 115 000 €				
actions	Budget prévisionnel année 2	Porteur 2023	Objectifs	Rappel année 1
Soutenir le porteur du dispositif AGIR dans la sécurisation des parcours locatifs et le suivi des BPI en résidences sociales	15 000 €	A déterminer en 2023	Nouvelle action : convention avec le futur porteur AGIR pour proposer un outil de sécurisation des BPI dans leurs logements et améliorer leurs conditions de vie et un logement digne.	21 bourses délivrées pour l'aménagement matériel des logements vides ou des familles en grande précarité
Conventionner une stratégie d'accès au logement dans le cadre du plan « logement d'abord » de la métropole.	29 000 €	A déterminer en 2023	Redéployer les conventions de captation des appartements au profit des familles ukrainiennes	Nouvelle action à confirmer
Stabiliser les 20 places en habitat intercalaire sur les 4 sites mis à disposition par la ville et ACM habitat	30 000 €	Association ADAGES	20 places en habitat intercalaire à renouveler (sorties positives 2022 à évaluer)	30 000 € Création des 20 places sur 4 unités de logements
Assurer le fonctionnement de la résidence sociale pour les BPI isolés	20 000 €	CCAS / CEIS	21 places pour BPI isolés	40 000 € Création de l'établissement
Renforcer l'intermédiation locative pour les sortants de CADA	21 000 € + 12 000 € de l'année 1	Groupe SOS	9 appartements à capter pour les sortants de CADA	9 000 € 1 appartement capté au mois de décembre 2022 / démarrage tardif de l'action
2023 Axe 4 : exercice de la citoyenneté / 19 000 €				
actions	Budget prévisionnel année 2	Porteur 2023	Objectifs	Rappel année 1
Stabiliser le fonctionnement de la plateforme de coordination des jeunes en service civique volont'AIR	14 000 €	Mission locale des Jeunes	Organiser des binômes de service civique sur le territoire entre mission de droit commun et mission en lien avec l'accueil des BPI. Orienter et accueillir les jeunes en service civique dans toutes les associations et manifestations citoyennes de la ville. 12 jeunes à recruter en mission de 6 mois	7 000 € 1 cheffe de projet recrutée à mi-temps 3 jeunes recrutés en décembre 2022
Soutenir l'organisation de la journée mondiale des réfugiés à Montpellier	5 000 €	A déterminer en 2023	Organiser un événement festif avec repas, expo photo et tiers lieu éphémère pour la journée du 20 juin 2023.	Nouvelle action à confirmer

Axe 1 : apprentissage du Français

Annexe 1 :

- *Fiche bilan « Guichet unique parents FLE »*
- *Présentation de l'action*
- *AAP spécifique 2023 pour l'AXE 1*

L'apprentissage du Français apparaît comme l'axe premier du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAI) de la Ville de Montpellier, indispensable au développement de toutes les autres actions d'insertion existantes ou à développer dans le cadre du contrat.

Les chiffres clefs 2023

- ✓ **5 parents bénéficiaires d'un mode de garde adapté et financé à 100 %, pendant leurs heures d'apprentissage du français.**
- ✓ **1 guichet unique pour les cours de français et la solution de garde, porté par l'INSTEP**

Du diagnostic vers les réponses de terrain

La Ville de Montpellier, en partenariat avec les services de l'Etat, ont souhaité établir en 2022, première année de mise en œuvre du CTAIR, un état des lieux des bonnes pratiques sur le territoire afin de renforcer le soutien aux logiques de parcours et aux publics mis en difficultés dans le cadre du parcours d'apprentissage OFII.

Cet état des lieux est matérialisé sous la forme de deux documents cadres :

- Le répertoire par quartiers des acteurs et lieux d'apprentissage
- La parole donnée aux apprenants dans l'évaluation de leur parcours

Le partage et l'analyse de ces documents ont conduit à plusieurs préconisations dont celle retenue en 2023 : permettre l'expérimentation, et/ou le développement de nouvelles formes d'apprentissages linguistiques adaptées aux publics rencontrant les freins les plus sévères à l'apprentissage : les situations de parentalité (enfants de moins de 3 ans) chez les personnes primo-arrivantes et réfugiées à Montpellier dont le niveau de maîtrise de la langue est inférieur à A-1.

L'INSTEP a été retenu fin 2023 pour porter un guichet unique permettant aux parents BPI de trouver un guichet unique leur proposant un apprentissage du français infra A1 assorti d'un mode de garde adapté à leur enfant.

L'objectif initial d'accompagner 24 parents n'a pas été atteint en 2023 pour deux raisons

- Le démarrage tardif de l'action en toute fin du dernier trimestre 2023.
- Le besoin d'accompagnement et de sécurisation des familles dans l'utilisation des modes de garde extra domicile plus long que prévu

Pour autant le suivi en commission avec les services de l'OFII des 5 parents bénéficiaires de la première promotion, a permis de nous assurer la bonne coordination du porteur de l'action avec le parcours OFII. La logique de retour vers le parcours complet d'apprentissage une fois les problématiques de garde résolues est garantie et cela, il est vrai, au détriment de la capacité d'accompagner un nombre de familles plus important par promotion.

La commission a jugé plus opportun le critère du retour au parcours global d'apprentissage OFII à l'objectif d'assurer à tout prix un suivi de 12 familles en première promotion.

Revue d'actions 2023

Action	Financement	Réalisé	Rappel Objectif 2023
Guichet unique parents FLE	CTAI 25 000€	Ouverture d'un guichet pour les jeunes parents BPI proposant des cours de français assortis d'un mode de garde pour les jeunes enfants. 5 parents en parcours d'apprentissage	2 promotions de 12 parents 12 places en crèches ou garde à domicile financés à 100% OBJECTIF PARTIELLEMENT ATTEINT

Préconisations 2024

- Reconduire l'action du guichet unique pour les « parents FLE »
- Achever la mise en œuvre de l'action 2023 jusqu'en juin 2024
- Améliorer le repérage des bénéficiaires en comité de suivi du CTAI avec l'appui d'AGIR
- Evaluer le niveau de maîtrise des bénéficiaires dans le cadre de leur reprise du parcours apprentissage OFII

Axe 2 : insertion dans l'emploi

Annexe2 :

- *Présentation Univ'Air réfugiés*
- *Fiche bilan insertion dans l'emploi*

Le dispositif Univ'air Réfugiés a été conçu par le Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale du CCAS (CEIS) sur le modèle préexistant du dispositif Unis'Vers accueillant les personnes en grande précarité. Il assure pour les personnes BPI, sur une durée de trois mois, un accompagnement personnalisé dont l'accent est porté sur l'apprentissage linguistique orienté en milieu professionnel.

L'action n'est pas directement et opérationnellement centrée sur l'insertion ou la recherche d'emploi car les bénéficiaires sont principalement repérés par Pôle Emploi et AGIR dans une logique de construction de parcours : afin de permettre aux bénéficiaires de trouver un travail, Unis'vers Réfugié propose en amont de lever les freins culturels, linguistiques, d'accès à l'information et aux ressources du territoire.

691 personnes se sont présentées en 2023 pour suivre un atelier avec une moyenne de participation à 2,6 ateliers par mois. Si le suivi nominatif n'a pas été mis en place, on peut estimer le nombre de bénéficiaires direct à environ **170 personnes distinctes**.

Les chiffres clefs AXE 2

- ✓ **Recrutement de 16 CDD de 3 mois par la Ville et la Métropole**
- ✓ **1 nomination stagiaire en vue de titularisation à l'issue des CDD**
- ✓ **11 accompagnements dans l'emploi : CDD, CDDI et intérim dans le secteur privé par le CEIS**
- ✓ **170 personnes accueillies sur les ateliers emploi, numérique, administration et citoyenneté**

La Ville de Montpellier, un employeur pour l'insertion

L'action insertion dans l'emploi du CEIS consiste à recruter, au sein des services de la ville de Montpellier ou de la Métropole, une promotion de personnes BPI, sans que ces dernières ne maîtrisent encore les prérequis en français ou les compétences spécifiques pour être

recrutées par le cursus traditionnel. Les personnes recrutées bénéficient d'une demi-journée par semaine, payée sur leur temps de travail, pour suivre les ateliers d'insertion du CEIS, lever les freins à l'emploi et capitaliser sur leur expérience au sein des services de la collectivité.

Dans le cadre de cette action d'insertion, la ville de Montpellier et la Métropole Montpellier Méditerranée ont fléché une enveloppe financière de 160 000 € pour abonder l'enveloppe du CTAI et ainsi couvrir les salaires des personnes BPI recrutées en renfort, sans entrer dans les effectifs des services des collectivités. Ainsi les personnes recrutées ne le sont jamais sur poste vacant ou ouvert, mais bien en renfort d'une équipe déjà constituée en capacité de l'accompagner dans la découverte des compétences et savoirs propres au milieu du travail.

Les personnes recrutées ont bénéficié de fiches de poste dédiées comme

- Agent d'entretien pour les crèches et accueil de jeunes enfants
- Agent technique des Maisons pour Tous
- Agent d'entretien des espaces verts
- Agent d'entretien des véhicules de service

Revue d'actions 2023

Action	Financement	Réalisé	Rappel Objectif 2023
Univ'AIR Réfugiés	CTAIR 50 000€	160 participants à un accompagnement socioprofessionnel renforcé, pour accéder à l'emploi, Formation linguistique adaptée	90 personnes à recevoir OBJECTIFS ATTEINTS
Insertion dans l'emploi	CTAIR 33 000 € Ville 80 000 € Métropole 80 000 €	8 recrutements ville /métropole 14 recrutements secteur privé 3 orientations en formation	30 parcours de mise en emploi (ou formation) OBJECTIF PARTIELLEMENT ATTEINT

Préconisations 2024

- Stabiliser les fiches de postes dans les services de la ville de Montpellier et de la Métropole investis en 2023 pour faciliter les recrutements 2024 ;
- Mettre en place un suivi nominatif des participations aux ateliers UNIV'AIR Réfugiés pour permettre une intégration des bénéficiaires dans un suivi de cohorte des bénéficiaires par la commission du CTAI.

Axe 3 : accès au logement

Annexe 3:

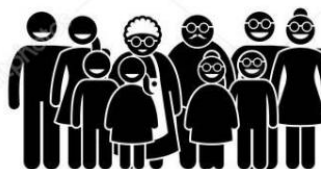
- *Fiche bilan accès au logement*

L'axe 3 est le plus étoffé du CTAI de par les budgets alloués ou le nombre de partenaires mobilisés. L'engagement de la ville de Montpellier pour l'accès au logement digne des réfugiés s'appuie notamment sur une expérience solide et désormais reconnue en habitat intercalaire depuis 2021. Au-delà de cet outil innovant de 20 places sanctuarisées pour les personnes bénéficiaires de la protection internationale sur les 100 places déployées par la ville, les acteurs œuvrant pour l'insertion dans le logement sont mis en réseau grâce aux commissions du CTAI. Ils travaillent de concert pour trouver des stratégies innovantes sur des cas complexes d'orientation : familles nombreuses aux profils atypiques, familles BPI sédentarisées en bidonvilles...

Les chiffres clefs AXE 3

- ✓ **46 accompagnements renforcés dans le logement**
- ✓ **20 places en habitats intercalaires**
- ✓ **21 places ALT dans la résidence des Fauvettes du CCAS**
- ✓ **55 personnes équipées pour l'entrée dans leur premier logement**

Une stratégie consolidée dans le parcours vers le logement



Sortants de CADA



IML renforcée pour recherche de logement afin d'éviter les sorties sans solution



Captation de logement dans le parc privé pour anticiper les sorties



Orientation vers la résidence des Fauvette en ALT pour les hommes isolés sans solution

Famille nombreuse / atypique



Orientation intercalaire 18 mois sur des sites adaptés



Captation de logement dans le parc privé et public en sortie d'intercalaire



Repérage des familles dans le cadre du droit commun SYPLO, DALO pour coordonner les solutions dans le parc public en fin d'intercalaire.

Personnes vulnérables



IML renforcé pour prioriser les solutions d'accueil dès le programme AGIR



Mobilisation de la bourse de sécurisation des parcours résidentiels dans le cadre du suivi AGIR



Orientation vers la résidence des Fauvette en ALT pour les hommes isolés sans solution

Le manque de logements sociaux et le prix du foncier sont des freins importants pointés du doigt par les acteurs de l'accompagnement dans le logement à Montpellier. Se rajoutent à ce facteur des compositions familiales, des parcours et des postures très hétéroclites des foyers bénéficiaires de la protection internationale.

Ce constat cumulatif ne permet pas à un seul dispositif de répondre à la diversité des besoins exprimés. Aussi, les acteurs du CTAI ont cherché en 2023 à diversifier les actions dans une logique de parcours et de typologie de foyers afin de répondre à plusieurs cas de figures dans le temps et dans le type de logements proposés. Si les leviers d'actions restent limités sur le nombre de

logements disponibles, dans le parc privé ou public, les stratégies se concentrent donc sur l'anticipation des ruptures de parcours vers le logement ou les solutions alternatives afin d'éviter les situations de rue pour les publics les plus vulnérables.

Revue d'actions 2023

Action	Financement	Réalisé	Rappel Objectif 2023
Soutenir le porteur du dispositif AGIR dans la sécurisation des parcours locatifs et le suivi des BPI en résidences sociales	15 000 €	55 personnes bénéficiaires des bourses de sécurisation des parcours 14 accompagnements renforcés	30 bourses à attribuer 10 accompagnements renforcés à suivre OBJECTIFS ATTEINTS
Conventionner une stratégie d'accès au logement dans le cadre du plan « logement d'abord » de la métropole.	29 000 €	- 1 appartement capté - 1 accompagnement renforcé mis en œuvre	7 appartements à capter pour les sorties intercalaires OBJECTIF PARTIELLEMENT ATTEINT
Stabiliser les 20 places en habitat intercalaire sur les 4 sites mis à disposition par la ville et ACM habitat	30 000 €	20 places en habitat intercalaire stabilisées sur 4 unités de logements	Création des 20 places sur 4 unités de logements OBJECTIFS ATTEINTS
Assurer le fonctionnement de la résidence sociale pour les BPI du CCAS	20 000 €	21 places ouvertes pour BPI isolés	17 places à ouvrir et stabiliser OBJECTIFS ATTEINTS
Renforcer l'intermédiation locative pour les sortants de CADA	21 000 € + 12 000 € de l'année 1	7 appartements captés pour les sortants de CADA Mais taux de rotation positif permettant à 32 personnes d'être orientées en 2023	9 appartements à capter pour les sortants de CADA OBJECTIFS ATTEINTS

Préconisations 2024

- Faciliter les captations de logements dans le parc privé en articulant les moyens des associations d'IML avec le plan « Rénover durable et solidaire » de la Métropole
- Mieux articuler le repérage et le suivi des familles nombreuses pour les orientations en intercalaire avec le SIAO. Ne pas « emboliser » les places disponibles en étendant les orientations possibles à tout le parc intercalaire au lieu des deux seuls sites jusque-là dédiés
- Expérimenter les solutions en cohabitation solidaire chez les propriétaires

AXE 4 : Citoyenneté

Annexe 4:

- *Fiche bilan plateforme service civique*
- *Fiche bilan Journée mondiale des réfugié.e.s*
- *Visuel JMR 2023*

Le programme Volont'AIR a été lancé en 2018 par la Délégation Direction Interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés (Diair) en partenariat avec l'Agence du Service Civique. La Ville de Montpellier a souhaité dès son premier contrat d'intégration fin 2021 soutenir et assurer le déploiement de ces missions en service civique attribuées à des jeunes primo-arrivants. L'enjeu du dispositif était double : permettre aux jeunes citoyens de s'engager pour l'accueil et l'intégration des étrangers primo-arrivants, et permettre aux jeunes primo-arrivants, dont les réfugiés, de s'engager au sein de la société tout en se perfectionnant pour l'apprentissage du français.

Toutefois après deux ans de mise en œuvre, le CTAI de la ville de Montpellier il est constaté que l'action qui visait à assurer le soutien de ce dispositif à Montpellier n'a pas réussi à démontrer sa valeur ajoutée au dispositif de droit commun du service civique déjà pertinent dans la réponse au besoin d'engagement des jeunes sur la question de l'accueil des primo-arrivants. Seuls 7 jeunes, dont 1 BPI, ont bénéficié des moyens et de l'accompagnement de l'action soutenue par le CTAI.

Par ailleurs le bilan du déploiement d'AGIR 34 en 2023 confirme le faible nombre (5) d'orientations de jeunes éligibles vers le service civique durant l'accompagnement des BPI. Le dispositif du service civique ne semble pas être une réponse totalement pertinente aux stratégies d'accès aux droits des personnes, au logement, au travail et à la santé dans un temps très court.

Les chiffres clef

Journée mondiale des Réfugiés 2023

- ✓ **800 participants**
- ✓ **Dont 300 BPI, Demandeurs d'Asile et primo arrivants**
- ✓ **15 associations partenaires du CTAI mobilisées**

La journée mondiale des réfugié.e.s 2023

Le collectif piloté par les travailleurs sociaux des trois associations gestionnaires des CADA (Groupe SOS, Adages, Gammes) accueillant des publics réfugiés sur la ville de Montpellier a organisé un évènement à l'occasion de la Journée Mondiale des réfugiés le 20 juin 2023 à la Halle Tropisme. Cette première édition co-organisée avec le soutien de la Ville de Montpellier, qui avait pour thème "Femmes et Exil", a atteint ses objectifs de sensibilisation, d'implication des participants et d'interaction avec le public.

Construit comme une journée interactive autour d'ateliers, de conférences, de témoignages et d'expositions, la journée a également été l'occasion d'offrir 200 repas aux primo-arrivants inscrits en amont par les associations en charge des DA et des BPI.

Revue d'actions 2023

Action	Financement	Réalisé	Rappel Objectif 2023
Stabiliser le fonctionnement de la plateforme de coordination des jeunes en service civique volont'AIR	15 000 €	7 jeunes en service civique en 2023 Rappel : 2 jeunes en 2022	6 missions en 2022 12 missions en 2023 OBJECTIFS NON ATTEINTS Action non renouvelée en 2024
Soutenir l'organisation de la journée mondiale des réfugiés à Montpellier	5 000 €	- 800 participants dont au moins 300 primo-arrivants, BPI, DA - 15 associations mobilisées	300 participants dont 150 BPI initialement attendus OBJECTIF ATTEINT

Préconisations 2024

- Reconduire la journée mondiale des réfugiés en veillant, aux côtés des associations, à valoriser l'engagement des acteurs institutionnels du CTAI : OFII, AGIR, services de la Ville de Montpellier
- Proposer une modalité moins « lourde » que le service civique pour accompagner les personnes BPI vers les ressources et acteurs associatifs du territoire dans les premiers mois de leur parcours d'accès aux droits.

ANNEXES 1– APPRENTISSAGE DU FRANCAIS

Annexe 1.1 - Fiches bilan AXE 1

- Guichet unique Parents FLE



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée :
INSTEP OCCITANIE / Guichet unique Parents FLE ...AXE (1)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
24	24 en deux sessions

Descriptif et bilan de l'action réalisée:

Nous avons démarré une première session de formation-action « Place des parents » visant l'apprentissage de la langue française en prenant en compte les dimensions et les enjeux liés à la parentalité.

La session de formation est déployée sur 93 heures avec l'accompagnement à la recherche de mode de garde pour les enfants. Ces solutions de garde permettent aux stagiaires de pouvoir participer à l'action de formation. En effet, la recherche d'un mode de garde est compliquée pour tout un chacun mais cela devient très rapidement impossible si le niveau de français n'est pas suffisant pour communiquer. Les stagiaires peuvent ainsi venir en formation de manière sereine et assidue en formation et de se positionner en tant qu'acteurs de leur parcours. Nous remarquons que passés les premiers jours d'adaptation à la crèche, les mamans sont soulagées de prendre du temps pour elles sans être interrompues dans leur activité par la gestion ou les sollicitations de leur enfant.

De plus, afin d'éviter les freins liés aux problématiques financières de garde, nous incluons au budget de ce projet une participation aux frais de garde.

Partenariats

Partenariat crèche -centre de formation

Nous avons développé en amont de la session de formation un réseau de partenaires de la petite enfance :

- Collectif 34 avec des propositions de places pour bébés de plus de 18 mois en crèche en centre-ville et quartier Val de Croze
- Les petits chaperons rouges avec des propositions sur deux crèches une au parc 2000 (5 minutes à pied du centre de formation) et une à Euromédecine. Cette association nous a proposé 4 places.
- Familles rurales avec une proposition en centre-ville.

Partenariat prescripteurs – centre de formation

Nous avons communiqué auprès des prescripteurs avec lesquels nous avons l'habitude de travailler, en insistant particulièrement auprès des organismes susceptibles d'accueillir des personnes réfugiées en rupture de parcours linguistique :

- AGIR 34
- Plateforme linguistique
- CADA
- Mission locale
- France Travail et spécialement les conseillers référents réfugiés
- Centre de formation OFII (Passerelles /Greta/Ams/Instep en interne)

Partenariat intervenant – centre de formation

Visite de la maison des 1000 jours

Participation à Festi'petit

Visite mon appart 'éco

Contact du CIDFF (en attente de réponse)

Contact PMI pour une intervention collective

Mise en œuvre de la formation

En amont :

Démarchage des structures de garde d'enfants – définition du partenariat – validation du planning de formation selon disponibilité des crèches

Accompagnement individuel :

Constitution du dossier de crèche complet pour l'inscription, explication des papiers et éléments demandés en impliquant à la fois les stagiaires (toutes des femmes) et les papas.

Organisation de la visite médicale directement en crèche.

Accompagnement de chaque stagiaire lors de la première visite de la crèche : repérage du trajet, du fonctionnement de la crèche, des différents espaces et des personnes référentes de l'enfant.

La formatrice s'est posée dans un premier temps comme médiatrice entre les crèches et les parents pour qu'ils puissent ensuite agir en toute autonomie.

Adaptation aux besoins et possibilités des stagiaires : pour l'une des stagiaires pour laquelle nous n'avons pas obtenu de place en crèche à proximité de son domicile, nous avons proposé une solution de garde via assistante maternelle ceci ne lui convenant pas elle privilégie une garde en collectif. Son niveau en français étant le plus élevé nous lui avons proposé une formation hybride distanciel / présentiel qui lui convient tout à fait. En parallèle nous travaillons à sa poursuite de parcours avec une crèche qui serait proche de son futur centre de formation.

Durant : Période d'adaptation à la fois adaptation d'un retour en formation pour les stagiaires et adaptation en crèche pour les enfants.

Mise en route de l'action avec des temps partagés parents-enfant dans le cadre de Festi Petit. Cela a permis une première prise de contact, une cohésion de groupe, le respect des horaires et l'organisation des déplacements.

Période de temps d'adaptation en crèche pour l'enfant sur des temps hors formation afin que les mamans soient disponibles pour ce temps d'accompagnement parfois difficile à la fois pour le parent et l'enfant. Nous avons opté sur une semaine en période de vacances scolaires – période durant laquelle les crèches ont un peu moins d'enfants et peuvent ainsi mieux accompagner l'intégration des nouveaux.

Formation : Dès le début de la formation, préparation à l'après formation.

Temps de réadaptation à un temps de formation sur une journée. Cela inclut de respecter les contraintes horaires de la crèche et du centre et de parvenir à se remobiliser sur un temps d'apprentissage.

La formatrice permet des temps de « soupape » où les stagiaires peuvent partager leurs expériences et sentiments face à la garde de leur enfant. Ces temps très courts permettent ensuite une mobilisation et concentration optimale.

Les thématiques abordées restent celles travaillées lors des parcours linguistiques ofii.

Une étroite communication est établie avec les différents organismes de formation pour pouvoir permettre la poursuite du parcours dès la fin de place des parents.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
2 BPI + 1 BPS	2 VPF	26 janvier-29mars	1

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs	2 387 €	Subvention Ville de Montpellier	25 000 €
Achats	225,00 €	Autres subventions	
Charges de personnel	15 268 €		
Impôts et taxes	125 €	Autres produits de gestion	
Autres charges et charges courantes	6 995 €	Reports ressources antérieures	
Total	25 000€	Total	25 000€
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Perspective 2024

Dès à présent nous communiquons à notre réseau sur la prochaine session qui démarrera en avril.

Nous nous sommes rapprochés des CADA pour définir d'un partenariat possible sur cette action. En outre, nous cherchons toujours de nouveaux partenaires pour la garde d'enfants. En effet, les places actuelles seront conservées par les stagiaires dans le cadre de leur poursuite de parcours de formation.

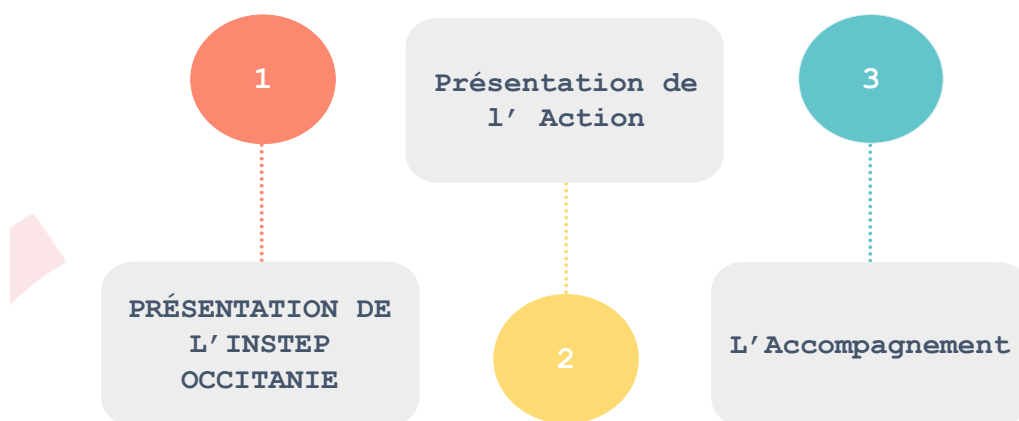
Annexe 1.2 - Présentation de l'action pour l'apprentissage du Français pour les parents

La place des parents

Comité de pilotage



SOMMAIRE DE LA PRESENTATION



L' INSTEP OCCITANIE EN QUELQUELS MOTS

- Association Loi 1901
- Présent en Occitanie depuis 1989
- 2020 : fusion de l'INSTEP Midi-Pyrénées et d'INFORIM consécutive à la Fusion des régions Midi-Pyrénées et Languedoc Roussillon



L' INSTEP Occitanie œuvre pour...

01

La formation tout au long de la vie

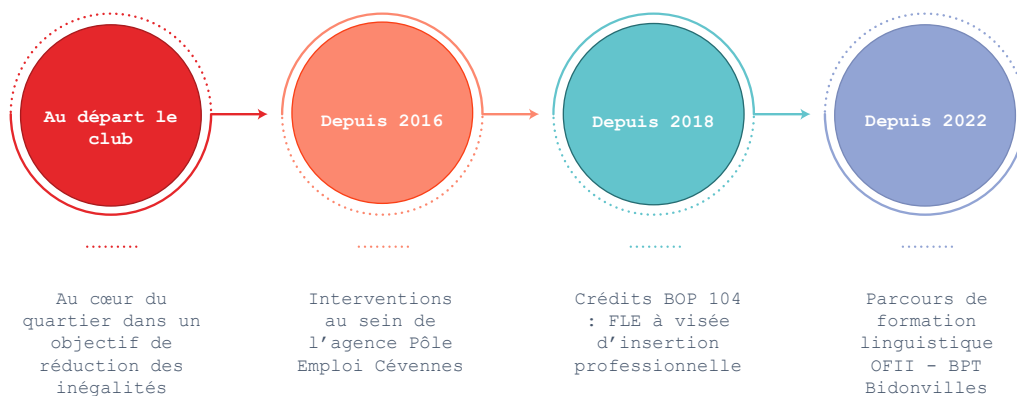
02

La sécurisation des trajectoires professionnelles
Pour les professionnels demandeurs d'emploi, et particulièrement les plus vulnérables



Un institut Léo Lagrange Formation | 3

DEVELOPPEMENT DES ACTIONS LINGUISTIQUES



Un institut Léo Lagrange Formation | 4



INSTEP

Un institut Léo Lagrange Formation | 4



Compétences travaillées

Présentation

Présentation et fonctionnement des ateliers, des locaux, formatrices... (distribution et explication planning et organisation)
Poser et répondre à des questions d'identité simple
Parler de ses activités de ses besoins

Famille

Connaître le vocabulaire de l'alimentation
Aborder les groupes et la pyramide alimentaire (équilibre alimentaire, diversification...)
Informier sur l'hygiène alimentaire
Lire et appliquer et faire découvrir une recette de cuisine

Alimentation

Connaître le vocabulaire de l'alimentation
Aborder les groupes et la pyramide alimentaire (équilibre alimentaire, diversification...)
Informier sur l'hygiène alimentaire
Lire et appliquer et faire découvrir une recette de cuisine

Santé

Exprimer et décrire un symptôme, un problème de santé
Utiliser les différents documents liés à la santé (carnet de santé, carte vitale, fiche de suivi grossesse)
Identifier les différents professionnels de la santé
Prendre un rendez-vous par téléphone et/ou doctolib

Education culture

- ☞ identifier et comprendre les systèmes de garde et le système scolaire en France
- ☞ Renseigner des formulaires d'inscription en ligne ou sur papier
- ☞ Repérer les lieux culturels et les associations de mon quartier
- ☞ Découvrir et partager des contes, histoires et jeux

INSTEP

Un institut Léo Lagrange Formation | 6

Le Parcours d'un parent



Annexe 1.3- AAP pour identifier le porteur de l'action apprentissage du Français pour les parents

Appel à projet pour l'apprentissage du Français à Montpellier

CTAIR 2023 - Axe 1

Notice d'information pour complément au dossier de subvention 2023

PREAMBULE

L'apprentissage du Français apparaît comme l'axe premier du contrat territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAI) de la Ville de Montpellier, indispensable au développement de toutes les autres actions d'insertion existantes ou à développer dans le cadre du contrat. Aussi la Ville de Montpellier, en partenariat avec les services de l'Etat, a souhaité établir en 2022 un état des lieux des offres d'apprentissage linguistique sur son territoire, et de leur utilisation par les personnes réfugiées. Ceci afin de renforcer son soutien aux logiques de parcours et aux publics mis en difficultés dans le cadre du parcours d'apprentissage OFII. Le comité technique de l'Axe 1 a sollicité la structure Ad'Oc pour réaliser cet état des lieux en 2022 et a publié deux documents ressources :

- Le répertoire des offres d'apprentissage linguistique par quartier
- Une analyse des pratiques à partir de la parole de 37 réfugiés vivant à Montpellier

En 2023, afin de poursuivre son travail d'analyse et de valorisation de bonnes pratiques sur son territoire, et sur la base des documents de l'état des lieux publié en 2022, la ville de Montpellier lance un appel à projet spécifique à destination des acteurs associatifs de l'apprentissage linguistique d'un montant total de 25 000 €.

OBJECTIFS

L'objectif de cet appel à projet est de permettre l'expérimentation, et/ou le développement de nouvelles formes d'apprentissages linguistiques adaptées aux publics rencontrant les freins les plus sévères à l'apprentissage : **les situations de parentalité (enfants de moins de 3 ans) chez les personnes primo-arrivantes et réfugiées à Montpellier dont le niveau de maîtrise de la langue est inférieur à A-1.**

DEMANDES ELIGIBLES

Sont éligibles les demandes qui cumulent les critères suivants :

- + Les demandes portées par une association,
- + Les demandes portant sur l'organisation d'ateliers de niveau A1 et infra A1 et de parcours en Français Langue Etrangère (FLE) ou Français Langue Second (FLS) ou en alphabétisation.
- + Les demandes qui réservent au sein des ateliers tout ou partie des places aux personnes bénéficiaires de la protection internationale ou les primo-arrivants.
- + Les demandes proposant des parcours (modules) d'apprentissage de 60 à 120 heures.

Ne sont pas éligibles les actions portant sur l'organisation d'ateliers sociaux linguistiques.

CRITERES

L'examen des dossiers de candidature se fera sur la base des critères suivants qui devront être explicités dans le descriptif de l'action proposée:

Critères pédagogiques

- La possibilité d'intégrer la garde ou la gestion des enfants à l'organisation matérielle des ateliers : place en crèche, micro garde durant les ateliers, ateliers localisés à proximité ou dans des lieux adaptés aux jeunes enfants,
- La possibilité de proposer des offres à distance à partir des outils numériques d'apprentissage,
- La possibilité de centrer les contenus des ateliers sur le vocabulaire et les enjeux de l'enfance, de la parentalité, de l'éducation.
- Le nombre de places proposées aux personnes bénéficiaires de la protection internationale ou les primo-arrivants.

Critères statutaires

- Capacité de l'association à travailler en logique de parcours avec le CRIA et le parcours OFII prescrit aux personnes,
- Niveau de formation des intervenants en particulier dans le domaine de l'alphabétisation,
- Localisation des ateliers dans les quartiers en déficit d'offre ou ciblage des bénéficiaires résidant dans ces quartiers.

ANNEXES 2– INSERTION DANS L'EMPLOI

Annexe 2.1 - Fiches bilan AXE 2

- Unis'vers Réfugiés
- Insertion dans l'emploi



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : CCAS DE MONTPELLIER

Univ'Air Réfugiés AXE (2)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
100	

Univ'Air réfugiés est une action d'inclusion multi dimensionnelle visant à lever les principaux freins à l'insertion sociale et professionnelle des BPI à savoir l'apprentissage de la langue française, l'utilisation des outils numériques et la méconnaissance des territoires, de leur compétence et de leur offre de service.

Objectif principal : Favoriser l'intégration socio-professionnelle des personnes BPI vivant sur Montpellier

Objectifs Spécifiques :

- Accompagner l'inscription et l'adhésion des personnes BPI, francophone ou allophone dans un parcours d'apprentissage et de certification numérique et linguistique.
- Accompagner aux démarches en ligne administratives et professionnelles.
- Soutenir la personne dans son processus de recherche emploi
- Cultiver le vivre ensemble en découvrant l'offre de service culturelle et citoyenne de la Ville et Métropole de Montpellier

En 2023, 169 personnes ont participé aux 173 ateliers d'Univ'Air.

24 nationalités sont représentées dont la majorité est âgée entre 30 et 45 ans. Le niveau linguistique est très faible puisque la très grande majorité a un niveau A1 ou infra. Près de la moitié des publics n'a jamais été scolarisée ou très peu (équivalent collège). Si les freins sociaux sont multiples l'apprentissage de la langue en reste le principal.

La particularité de cette action se situe à la fois autour de la diversité des thématiques abordées (emploi, numérique, linguistique, @administration, citoyenneté et culture) et des compétences complémentaires mobilisées (Conseiller en insertion professionnel, Conseiller Numérique, Travailleur social, Formatrice en langue étrangère) mais aussi autour de la souplesse du dispositif qui permet d'adapter la réponse aux besoins prioritaires des personnes.

L'apprentissage de la langue française et des outils numériques sont des objectifs communs à tous les ateliers et sont appréhendés comme des supports à la recherche d'emploi et à l'accès aux droits.

Après 2 ans d'expérimentation, le CEIS est désormais repéré par les publics réfugiés comme lieu "ressources" sur les questions d'inclusion sociale et professionnelle. En effet, si au démarrage de l'action la totalité des publics était orienté par Forum Réfugiés en lien avec le programme AGIR, en 2023, près de la moitié des publics s'est inscrit dans Univ'air par "bouche à oreilles".

Par ailleurs, les actions proposées par le CEIS sont un atout pour faciliter la poursuite des parcours des publics. En effet, la transversalité des services proposés au CEIS permet un accès facilité dans les accompagnements individuels aux démarches administratives en ligne mais aussi dans les actions d'insertion comme le chantier d'insertion et Unis'Vers.

Enfin, la dimension collective facilite les échanges entre les participants et favorise la rencontre entre des publics d'origines très différentes.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
169		1/01/23 au 31/12/23	1.3

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs	1200	Subvention Ville de Montpellier	50000
Achats		Valorisation CCAS	16 597
Charges de personnel			
Impôts et taxes	65397	Autres produits de gestion	
Autres charges et charges courantes		Reports ressources antérieures	
Total	66597	Total	66597

Perspective 2024

L'augmentation du nombre de BPI inscrits dans l'action ainsi que l'augmentation du nombre de personnes orientées par le bouche à oreilles est un indicateur intéressant pour mesurer le degré de repérage du CEIS par les publics. 2024 sera l'occasion de renforcer cette fonction de "lieu ressource" en renforçant l'apprentissage de la langue française et du numérique comme clés d'accès à l'inclusion socio professionnelle.



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : CCAS DE Montpellier

Accompagnement dans l'emploi..... AXE 2

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
20	

Descriptif et bilan de l'action réalisée:

L'action Univ'AIR DANS L'EMPLOI est une action destinée aux personnes BPI vivant sur le territoire de Montpellier, qui favorise l'inclusion durable en milieu professionnel. Les publics sont repérés dans le cadre de l'action Univ'Air

permettant ainsi d'assurer une continuité dans leur parcours d'insertion socio professionnel. Cette action prévoit 2 démarches :

- 1- Un accès dans l'emploi favorisé en interne Ville-Métropole
- 2- Un accompagnement vers et dans l'emploi des publics dans le droit commun

1- DES EMPLOIS RESERVES AUX BPI A LA VILLE-METROPOLE

La Mairie et la Métropole proposent 20 CDD de 3 mois pour un public repéré par le CEIS qui ne pourrait être recruté dans les conditions ordinaires du fait de la barrière linguistique et ou de l'inexpérience professionnelle en France. Le contrat de travail prévoit l'accompagnement par le CEIS du public 3 heures par semaine

Objectif général de l'action : Accompagner les personnes BPI repérées dans les différentes actions du CEIS dans un processus d'accès à l'emploi, sur des postes proposés par la ville de Montpellier et la Métropole.

Objectifs spécifiques

1. Repérer les personnes avec des profils relevant des secteurs professionnels ciblés.
2. Renforcer les compétences linguistiques liés aux poste de travail
3. Préparer les personnes au cadre règlementaire du droit au travail
4. Accompagner la démarche de candidature
5. Apprendre l'utilisation des espaces personnels et la gestion des démarches administratives en ligne liées à la reprise d'activité
- 6- Préparer la sortie de l'action par une recherche active d'emploi durable

Les orientations :

- Action emplois Mairie Métropole : 14 orientations - 9 personnes accompagnées en amont du recrutement - 5 personnes entrées en emploi (4 en décembre et 1 en janvier 2024) soit un taux d'entrée de 36%

Les postes proposés :

Comme prévu suite au bilan de l'action 2022, l'action a été essaimée dans les autres services de la Ville et de la Métropole.

- 2 postes agent d'entretien en crèche (Mairie)
- 2 postes agent de nettoyage et de collecte (Métropole)
- 1 poste chargé d'exploitation des pools de véhicules (Métropole)

Le public

- 3 femmes et 2 hommes avec une moyenne d'âge de 34 ans
- 1 personne est ukrainienne, 1 est camerounaise, 1 est congolaise, 1 est Ivoirien et 1 est irakien
- 2 ont un niveau linguistique A2 et 3 sont francophones mais ont un faible niveau de qualification (infra bac) et ne maîtrise pas forcément l'expression écrite
- 4 avaient déjà travaillé en France

Le déroulement de l'action et les impacts

Modalités d'intervention : groupe fermé

- 1- En amont du recrutement :
 - Des rendez-vous individuels de positionnement des candidats
 - 3 ateliers Co animés par RIIP / chargée de FLI / CIP pour préparer la prise de poste

-Une rencontre tripartite avec la CIP le candidat et le responsable du service

2- Accompagnement dans l'emploi :

- 1 atelier par semaine sur 3 mois qui suivent l'embauche
- 1 point d'étape dans les services avec les candidats

Les impacts des ateliers

- Rassurance du public
- Passerelle assurée entre équipe les équipes et les candidats
- Compréhension de la fiche de poste et du cadre réglementaire
- Confiance en soi pour apprendre le français
- Mise à jour des situations administratives

Conclusion et Perspectives :

Les freins repérés pour l'accès à ces emplois par rapport aux publics repérés restent les horaires et la situation administrative des candidats

Par ailleurs, un accompagnement aux représentations sociales des publics peut s'avérer nécessaire pour s'assurer l'ouverture de postes en nombre suffisants.

2-UN ACCOMPAGNEMENT VERS ET DANS L'EMPLOI DES PUBLICS DANS LE DROIT COMMUN

Les orientations :

14 personnes accompagnées vers et dans l'emploi et la formation en 2023 toutes repérées dans le cadre de l'action inclusive Univ'AIR : 7 orientées par ACCELAIR – 1 par Pôle Emploi - 6 par un autre prescripteur ou le bouche à oreille

Les postes de travail :

3 personnes accompagnées vers la formation qualifiante :

- 1 Titre professionnel Assistante comptable
- 2 Titres professionnels Soudeur

11 personnes accompagnées vers et dans l'emploi :

- 5 recrutées dans le cadre d'un CDDI sur des postes de couturier, soudeur, commis de cuisine, agent de service, ouvrier polyvalent bâtiment
- 4 recrutées en CDD sur des postes de plongeur, agent d'entretien, moniteur éducateur
- 2 recrutées en Intérim sur des mission d'ouvrier bâtiment et agent d'entretien

Plus de la moitié ont été recrutées sur des chantiers d'insertion. Cela tient à leur faible niveau linguistique qui rend difficile l'accès à un emploi dans le droit commun. L'accompagnement proposé dans le cadre des CDDI permet de poursuivre une formation linguistique en parallèle.

Les emplois occupés sont majoritairement des emplois non qualifiés

Le public

- 5 femmes et 9 hommes avec une moyenne d'âge de 31 ans

- 4 personnes sont afghanes, 3 sont érythréennes, 1 est gambienne, 1 est malienne, 1 est libérienne, 1 est mauritanienne, 1 est ukrainienne, 1 est mauritanienne, 1 est syrienne
- 5 ont un niveau linguistique A1, 4 ont un niveau A2, 2 ont un niveau B1, 1 a un niveau B2 et 2 sont francophones mais ont un faible niveau de qualification (infra bac) et ne maîtrise pas forcément l'expression écrite
- 8 avaient déjà travaillé en France

Le déroulement de l'action et les impacts

Modalités d'intervention :

En amont du recrutement :

- Participation aux différents ateliers du CEIS
- Rendez-vous individuels pour préparer les candidatures, démarcher les entreprises, préparer les entretiens

Accompagnement dans l'emploi :

- Contacts téléphoniques et rendez-vous individuels avec les personnes afin d'accompagner la prise de poste et les changements que cela implique dans leur situation au plan administratif et social, renseignement sur le droit du travail.
- Suivi des démarches et accompagnement à la recherche de stage pour les personnes en formation

Les impacts des ateliers

- Réassurance du public
- Compréhension du cadre réglementaire de l'emploi
- Confiance en soi pour apprendre le français
- Mise à jour des situations administratives

Conclusion et Perspectives :

Le public accompagné dans le cadre de l'action Univ'AIR rencontre des difficultés dans l'accès à un emploi de droit commun. Le faible niveau linguistique et de qualification, le manque d'expérience professionnelle en France voire les représentations des employeurs sur le public réfugié en sont les principales raisons. C'est pourquoi ils sont principalement orientés sur les chantier d'insertion qui consistent un véritable tremplin dans leur parcours.

Nous constatons également que les personnes ont des difficultés à accéder à un emploi déclaré et que lorsque c'est le cas, il arrive souvent que ce soit dans de mauvaises conditions (situations d'abus). D'où la nécessité de les accompagner dans l'emploi et de les informer sur leurs droits.

Cela démontre qu'il est nécessaire de mettre en place des actions spécifiques pour ces publics et de sensibiliser les employeurs.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
24			1

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

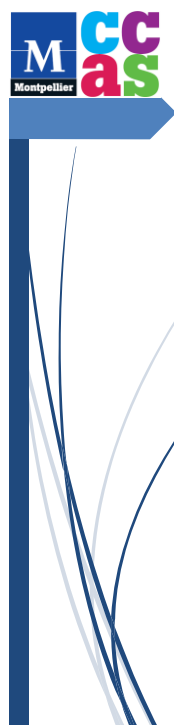
Charges	Produits
---------	----------

Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	20 000
Achats		Valorisation du CCAS	12 522
Charges de personnel	42 522		
Impôts et taxes		Autres produits de gestion	
Autres charges et charges courantes		Reports ressources antérieures	10 000
Total	42 522	Total	42 522
Valorisation du bénévolat			

Perspective 2024

L'accompagnement dans l'emploi des publics réfugiés a nécessité un investissement conjoint et complémentaire des services du CCAS, de la Ville et de la Métropole. Les impacts sur les salariés BPI sont intéressants à la fois sur le démarrage d'un parcours d'insertion socio professionnelle mais aussi en terme d'apprentissage de compétences, de postures professionnelles et de la langue française. La poursuite de cette action devra intégrer un travail préalable de sensibilisation des services sur les représentations et l'accompagnement de ces publics.

Annexe 2.2 – Présentation de l'action Univ'AIR Réfugiés



Le dispositif Univ'AIR



Problématiques repérées

Le CCAS s'inscrit dans une **démarches complémentaires** aux acteurs associatifs et institutionnels déjà existants sur le territoire. L'expérimentation menée par le CCAS dans le domaine de l'inclusion en faveur des personnes BPI a permis ainsi d'établir un **diagnostic partagé** des principales problématiques rencontrées par les BPI et ainsi les besoins non couverts sur la ville de Montpellier :

3 problématiques repérées dans le parcours d'intégration socio professionnel des BPI sur le secteur montpelliérain

- ❑ **L'apprentissage de la langue française** reste compliqué pour certaines personnes malgré une offre importante de formation linguistique
 - La barrière linguistique est très présente pour **le public n'ayant pas été ou peu scolarisé**; De plus, les études tendent à démontrer que **le parcours d'exil avec les traumatismes que celui-ci engendre peut influencer sur les capacités ou rythme d'apprentissage** notamment pour évoluer du niveau A1 à A2 (saturation mentale, blocage psychologique,...). La **barrière linguistique** entraîne quant à elle des **difficultés d'accès à l'emploi, au logement, aux droits sociaux** et favoriserait **l'isolement social**.
- ❑ **La fracture numérique** touche une grande majorité des personnes BPI tant sur le plan de l'accès au matériels qu'aux savoirs de base,
 - La **situation d'illectronisme** cumulée avec la **barrière linguistique est un facteur de rupture et/ou de non accès aux droits**, l'enjeu est d'offrir une prestation innovante répondant à ces deux besoins distinctes, Sur le secteur montpelliérain il n'existe pas réellement d'offre de formation visant ce double objectif
- ❑ **La méconnaissance des territoires, de leur compétences et offre de services** freine l'inscription citoyenne
 - La difficulté à repérer les territoires et leurs missions (communaux, départementaux, régionaux) représente un frein majeur pour l'intégration des publics et freine la compréhension du système administratif français. Le mode d'intervention social reste aujourd'hui majoritairement basé sur des rdv individuel en structure, ce qui ne permet pas ou trop peu l'apprentissage territoriale d'une ville, facteur pourtant déterminant dans l'accompagnement des publics vers l'autonomie



Objectif(s) de l'action

Objectif général :

- Favoriser l'intégration socio-professionnelle des personnes BPI vivant sur Montpellier

Objectifs Spécifiques du Programme d'inclusion multi dimensionnel

- ✓ Accompagner l'inscription et l'adhésion des personnes BPI, francophone ou allophone dans un parcours d'apprentissage et de certification numérique et linguistique.
- ✓ Accompagner **AUX** démarches en ligne administratives et professionnelles.
- ✓ Soutenir la personne dans son processus de recherche emploi
- ✓ Cultiver le vivre ensemble en découvrant l'offre de service culturelle et citoyenne de la Ville et Métropole de Montpellier



En un clin d'œil ...

1 Action facile d'accès, adaptée aux besoins linguistiques et à la disponibilité du public

→ Voir méthode d'intervention

1 accueil collectif valorisant le vivre ensemble

1 espace numérique avec un soutien personnalisé

1 équipe pluridisciplinaire et transversale

- Conseiller numérique
- Conseillère en insertion professionnelle
- Chargée de formation FLI
- Assistantes de service sociales

5 ateliers hebdomadaires

*J'apprends le numérique tout en apprenant la français
J'apprends le français tout en apprenant mes droits
J'apprends mes droit tout en en apprenant le numérique
« j'apprends, je comprends, j'entreprends »*

- Mardi après midi : ATELIER EMPLOI
- Mardi matin: ATELIER LINGUISTIQUE
- Mercredi matin ATELIER NUMERIQUE
- Jeudi matin: ATELIER D.A.L.
- Jeudi après midi : ATELIER CITPYENNETE



Résultat de l'activité annuelle 2023

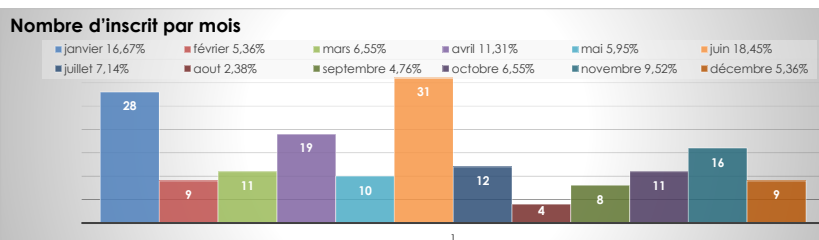
En 12 mois, **169** personnes

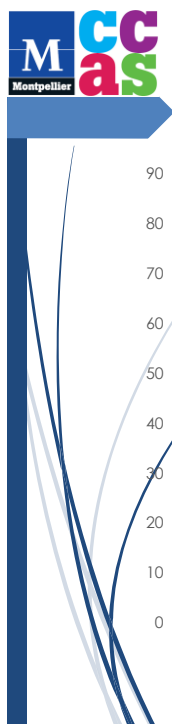
L'espace d'accueil, d'information et d'inscription: **43 accueils effectués**

L'accueil d'information et d'inscription est organisée tous les lundis de 10h00 à 12h00 sans rdv - 1 inscription pour l'année.

- Recueillir les données en matière d'accès à la langue française, d'accès et d'utilisation des démarches en ligne et d'accès à l'emploi.
- Inscrire les personnes aux ateliers

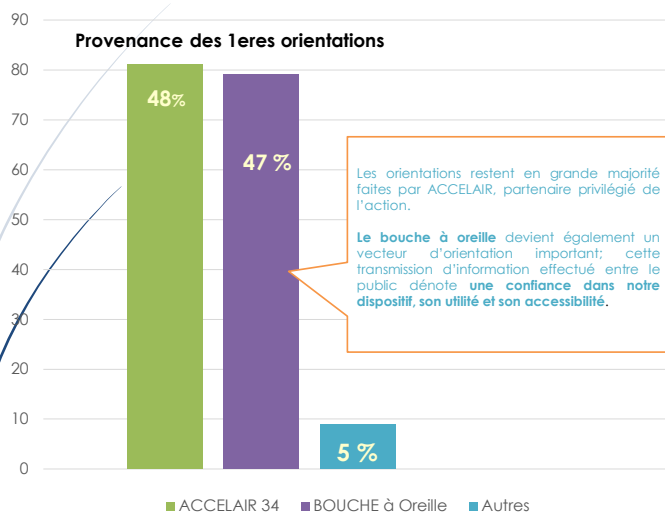
➢ **3,9 personnes** sont en moyenne accueillies dans cet espace d'accueil et d'inscription en 2023



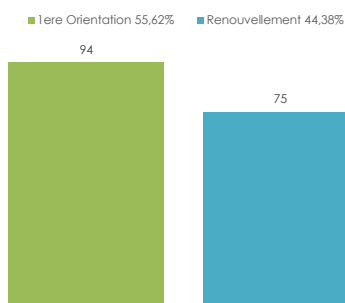


Les 1^{eres} orientations et renouvellements mensuels

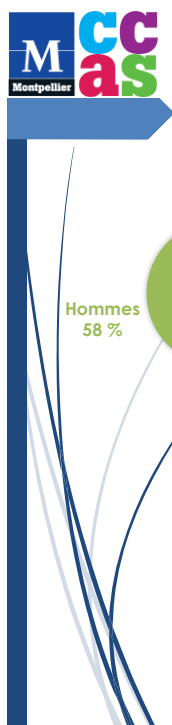
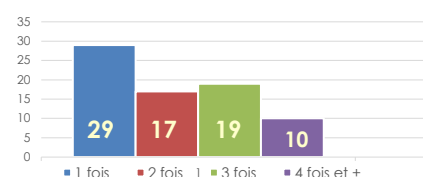
Provenance des 1^{eres} orientations



Proportion des renouvellements

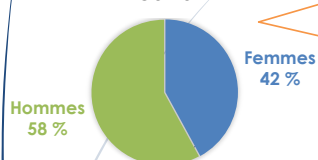


Nombre de renouvellements mensuels



Les caractéristiques des publics

Genre

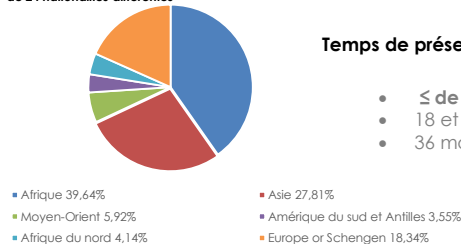


Depuis 2023, date de la création de l'action UN/AR, la proportion de femmes a plus que doublé, le taux de participation des femmes était de 12% contre 40% aujourd'hui.

En 2023, l'action était organisée en groupe fermé alors qu'aujourd'hui le mode d'accès est en entrée et sortie permanente ce qui pourrait expliquer une plus forte participation des femmes qui en majorité ont des enfants mineurs à charge. La participation de personnes étrangères depuis le dernier trimestre 2022 est un facteur déterminant à cette hausse.

Provenance des publics

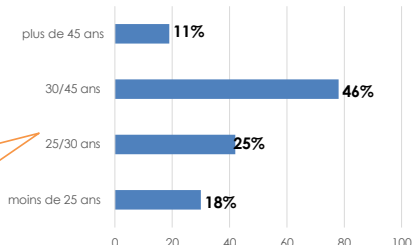
+ de 24 nationalités différentes



Temps de présence en France

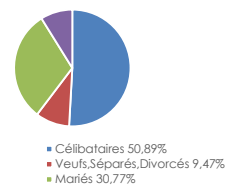
- ≤ de 18 mois : 33%
- 18 et 24 mois : 34%
- 36 mois et plus: 33%

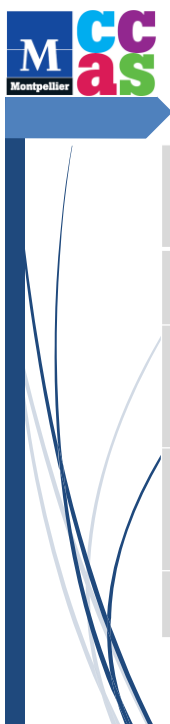
Tranche des âges



La tranche d'âge reste la même que les années précédentes, le public est un public jeune, dominé majoritairement similaire aux dispositifs nationaux accueillant des personnes BPI.

Situation familiale





Chiffres clés des ateliers collectifs de janvier à décembre 2023

SOUTIEN LINGUISTIQUE <small>A partir de septembre 2023</small>	EMPLOI	NUMERIQUE	e@ADMINISTRATIO N	CITOYENNETE	TOTAL
16 ateliers	40 ateliers	43 ateliers	39 ateliers	35 ateliers	173 ateliers
20 participants	160 participations	215 participations	156 participations	140 participations	691 participations
8 personnes Par atelier En moyenne	4 personnes par atelier en moyenne	5 personnes par atelier en moyenne	4 personnes par atelier en moyenne	4 personnes par atelier en moyenne	5 personnes par atelier
En moyenne, une personne participe mensuellement à 2,6 ateliers					

ANNEXES 3– ACCES AU LOGEMENT

Annexe 3.1 - Fiches bilan AXE 3

- Sortie IML habitat intercalaire / habitat & humanisme
- Habitat intercalaire Adages site Tourterelle
- Habitat intercalaire Adages site Mende
- CCAS – Résidence des Fauvettes
- Groupe SOS – Accompagnement renforcé sortant de CADA
- Forum Réfugié – Bourses et accompagnement pour la sécurisation des parcours locatifs.



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée :Sortie intercalaire IML habitat humanisme AXE (3)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
7 logements sur la durée de la convention	Sortie vers le logement des résidents BPI accueillis en HI

Descriptif et bilan de l'action réalisée:

Captation et attribution d'un logement pour la famille ZAKHARIAN (couple avec 2 enfants)– bénéficiaires **BPT**

- Mise en œuvre de l'accompagnement social : le travailleur social H&H 34 affecté est Sandra Blanco
- Adresse du logement : 5 rue Monge
- Date du début du contrat de sous-location : 12/12/2023

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
0	4	Sept-dec 2023	0.1 ETP

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	4200
Achats		Autres subventions	
Charges de personnel	3600	Autres produits de gestion	
Impôts et taxes		Reports ressources antérieures	
Autres charges et charges courantes	600		
Total	4200	Total	4200
Valorisation du bénévolat	1000	Valorisation du bénévolat	1000

Perspective 2024

En 2024, Habitat et Humanisme Hérault va s'efforcer de mobiliser des logements au sein du parc privé (dispositif sous-location ou bail direct) pour permettre aux bénéficiaires de l'habitat intercalaire de pouvoir stabiliser leur situation et d'accéder à un logement (temporaire ou pérenne)

Objectif : mobiliser 6 logements sur 2024 correspondants à la typologie des familles (7 logements mentionnés dans la convention signée en janvier 2024, 1 logement déjà capté fin 2023) et accompagner les familles logées

Public : BPI ou BPT (familles déplacées d'Ukraine)

Difficulté identifiée : capter des grands logements étant donné la composition des familles actuellement logées sur habitat intercalaire



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : Maison du Logement ADAGES

Site 6 rue des tourterelles, 34 000 Montpellier

AXE 3

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
10	

Descriptif et bilan de l'action réalisée:

Le travailleur social référent avec le traducteur de l'action a effectué tous les 15 jours une rencontre en alternant avec des visites à domicile, des entretiens téléphoniques, des entretiens aux bureaux.

Toutes les démarches en lien avec la recherche d'un logement autonome ont été mises en œuvre (numéro unique, droits caf, préfecture ...) en lien avec le droit mis en place pour les déplacés Ukrainiens

Nous avons également mis un focus sur la formation des cours de français

Notre technicien est intervenu à chaque fois que la famille nous a sollicités.

Couple + 4 enfants/ couple +2

Toutes les démarches administratives sont à jour, les paiements des participations financières sont à jour, le logement est très bien entretenu et la famille ne pose aucun problème de voisinage.

Les familles ont suivi avec assiduité les cours de français pour envisager maintenant d'aller vers de l'emploi.

Ils sont dans une dynamique d'intégration et veulent devenir autonomes.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
	10 déplacés Ukrainiens	2023	0.20 ETP

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	30 000
Achats	15 116	Autres subventions	
Charges de personnel	14 714		
Impôts et taxes		Autres produits de gestion	8 852
Autres charges et charges courantes	8 984	Reports ressources antérieures	
Total	38 852	Total	38 852
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Détails des dépenses 2023

Facture	Nature	Date	montant
	Eau/assainissement	Année 2023	1178
	Electricité	Année 2023	11405
	Gaz	Année 2023	2110
	Alimentaire	Année 2023	20
	Charges locative	Année 2023	385
	Réception	Année 2023	18

Perspective 2024

Développer l'information collective sur la question de la recherche de logement en partenariat avec le PIL (point info logement adages)

La première famille quitte le dispositif début janvier 2024 après avoir trouvé un emploi et un logement

La deuxième famille devrait suivre dans la même dynamique



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : Maison du Logement ADAGES

Site : route de Mende 34000 Montpellier..... **AXE (...)**

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
10	

Descriptif et bilan de l'action réalisée :

Le travailleur social référent de l'action a effectué tous les 15 jours une rencontre en alternant avec des visites à domicile, des entretiens téléphoniques, des entretiens aux bureaux.

Toutes les démarches en lien avec la recherche d'un logement autonome ont été mises en œuvre (numéro unique, sylo, droits caf , préfecture ...)

Un point régulier également fait avec le référent ACCELAIR 34

Notre technicien est intervenu à chaque fois que la famille nous a sollicités.

Nous avons sur ce site deux cellules familiale BPI :

Couple et 5 enfants majeurs.

Toutes les démarches administratives sont à jour, les paiements des participations financières sont à jour, le logement est très bien entretenu et la famille ne pose aucun problème de voisinage.

Les enfants sont scolarisés sur Montpellier ou en démarches d'insertion.

La famille n'a jamais eu de proposition de logement et leurs recherches dans le parc privé n'ont pas abouti.

Couple et enfant âgé de 1 an.

Toutes les démarches administratives sont à jour, les participations financières sont à jour

Le logement est entretenu et il y a aucun problème d'intégration avec le voisinage.

Mme s'occupe de son enfant et Mr cherche un emploi.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
7 + 3		2023	0.20 ETP

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	30 000
Achats	14 714	Autres subventions	
Charges de personnel	15 154		
Impôts et taxes		Autres produits de gestion	8 852
Autres charges et charges courantes	8 984	Reports ressources antérieures	
Total	38 852	Total	38 852
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Détails des dépenses 2023

Facture	Nature	Date	montant
	Eau/assainissement	Année 2023	1178
	Electricité	Année 2023	11405
	Gaz	Année 2023	2110
	Alimentaire	Année 2023	20
	Charges locative	Année 2023	385
	Réception	Année 2023	18

Perspective 2024

Développer de l'information collective sur la question de la recherche de logement en partenariat avec le PIL (point info logement adages)

Les deux familles sont en attente d'une proposition de logement puisque complètement autonomes



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : CCAS Montpellier

Hébergement temporaire des jeunes BPI Résidence des Fauvettes AXE (3)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
21	

Descriptif et bilan de l'action réalisée:

Inscrit dans le cadre de l'ALT, la résidence les Fauvettes portée par le CCAS de la ville de Montpellier a ouvert ses portes le 5 décembre 2022.

Public accueilli : homme isolé âgé de 18 à 30 ans bénéficiaire de la protection internationale, inscrit dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Capacité d'accueil : 21 places dont 2 chambres double

A l'ouverture de la résidence, le choix d'organiser les admissions en mode dégradée a été priorisée afin d'accueillir au mieux les personnes hébergées. (2 chambres doubles ont été en travaux jusqu'au 31 mars 2023, la capacité d'accueil a donc été réduite à 17 places jusqu'à cette date).

Modalités d'admission de l'ouverture à aujourd'hui

8 personnes accueillies au 31 décembre 2022

8 personnes accueillies au 31 janvier 2023

1 personnes accueillies au 29 février 2023 soit 17 résidents

*En juin 2023 : la capacité totale d'hébergement soit 21 place a été atteinte

Organisation

Une coordinatrice 2 jours / semaine – coordonner les parcours des résidents et la vie de la résidence en lien avec la Directrice de la DEIS

Un référent quotidien moniteur éducateur 1 ETP – organiser la vie quotidienne aux Fauvettes et garantir la vie en collectivité

Une assistante sociale 2j/sem : accompagner les publics dans la résolution de leurs problématiques sociales

Une conseillère en économie sociale et familiale : 2j/sem : accompagner les résidents vers la sortie des Fauvettes

2 veilleurs de nuit pour garantir la sécurité des résidents 7j/7

Les résidents des Fauvettes profitent des actions organisées dans le cadre du CTAIR, Univ'Air réfugiés.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en oeuvre
21			4

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs	9000	Subvention Ville de Montpellier	20000
Achats		Valorisation du CCAS	111298
Charges de personnel	209197		
Impôts et taxes		Autres produits de gestion	10000
		Etat ALT	50 129
Autres charges et charges courantes	13230	Reports ressources antérieures	40000 (CTAIR 2022)
Total	231427	Total	231427
Valorisation du bénévolat			

Perspective 2024

La résidence des Fauvettes a étoffé son équipe éducative en 2023. En effet, si les publics hébergés sont majoritairement en situation d'emploi, il n'en demeure pas moins que cette condition n'est pas suffisante pour garantir une inclusion sociale et notamment l'accès à un logement autonome. Ces publics ne maîtrisent que trop peu la langue française, occupent des emplois précaires et ne sont pas autonomes dans leurs démarches administrative et numérique.

2024 consistera à travailler la participation des publics à travers un nouveau projet d'établissement et de renforcer les actions autour de la citoyenneté par le recrutement d'un moniteur éducateur (en remplacement de l'agent d'accueil) qui aura comme fonction la découverte du territoire en vue d'une inclusion sociale plus efficace.

Par ailleurs, la question de la sortie vers le logement, désormais traitée par une CESF à 0.5 ETP sera maintenue et devra être retravaillée en lien avec les autres partenaires du territoire pour garantir davantage de rotation des résidents.

Inscrit dans le cadre de l'ALT, la résidence les Fauvettes portée par le CCAS de la ville de Montpellier a ouvert ses portes le 5 décembre 2022.

- ✓ Public accueilli : homme isolé âgé de 18 à 30 ans bénéficiaire de la protection internationale, inscrit dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle.
- ✓ Capacité d'accueil : 21 places dont 2 chambres double

A l'ouverture de la résidence, le choix d'organiser les admissions en mode dégradée a été priorisée afin d'accueillir au mieux les personnes hébergées. (2 chambres doubles ont été en travaux jusqu'au 31 mars 2023, la capacité d'accueil a donc été réduite à 17 places jusqu'à cette date).

Modalités d'admission de l'ouverture à aujourd'hui

- ✓ 8 personnes accueillies au 31 décembre 2022
- ✓ 8 personnes accueillies au 31 janvier 2023
- ✓ 1 personnes accueillies au 29 février 2023 soit 17 résidents

- En juin 2023 : la capacité totale d'hébergement soit 21 place a été atteinte

Chiffres clés

- ✓ 23 personnes hébergées sur l'année 2023
- ✓ 3 sorties volontaires au 31/12/2023

Profil à l'entrée des 23 personnes hébergées sur l'année 2023



23 hommes célibataires

- 14 sont âgés de plus de 25 ans
- 9 sont âgés de moins de 25 ans



Situation d'hébergement avant l'entrée

- 14 personnes sortent d'un HUDA ou CADA
- 8 étaient hébergées par des tiers ou sans solution
- 1 personne sort d'un CPH



Statut de réfugié

- 2 statuts obtenus depuis moins de 6 mois
- 18 statuts obtenus entre 6 mois et 1 an
- 3 statuts obtenus depuis plus d'un an

Nationalité

- | | | |
|---------------|---------------|-----------------|
| • 9 Afghans | • 1 Turc | • 1 Malien |
| • 3 Libériens | • 1 Erythréen | • 1 Vénézuélien |
| • 2 Soudanais | • 1 Rwandais | • 1 Nigérien |
| • 1 Algérien | • 1 Gambien | • 1 Syrien |



Situation professionnelle

- 12 personnes exercent une activité professionnelle
- ↳ 10 poursuivent leur insertion professionnelle avec AGIR 34



Situation financière

- 23 personnes ont des revenus
 - 12 personnes perçoivent un salaire
 - 7 personnes RSA SOCLE
 - 1 personne perçoit des ARE
 - 3 personnes perçoivent un CEJ

F.L.E

Niveau linguistique

- 12 personnes ont un niveau A1
- 4 personnes ont un niveau infra A1
- 4 personnes ont un niveau A2
- 2 personnes ont un niveau B1
- 1 personne est francophone



Niveau numérique

- Tous ont un smartphone
- 80 % relèvent de savoirs de base

Schéma de l'accompagnement global du CEIS auprès des résidents des *Fauvettes*

Dans les 7 jours qui suivent l'entrée,

1^{er} entretien

- Recueil de données en matière sociale, administrative, linguistique, numérique et professionnelle par la coordonnatrice de parcours d'insertion

Dans les 5 jours,

2 ENTRETIENS

Accompagnement logement

CESF
Laure Salesse

- Evaluation du parcours résidentiel
- Définition des objectifs à atteindre
- Inscription au parcours individuel et collectif d'apprentissage numérique

1 entretien hebdomadaire avec chaque résident

LOGEMENT SOCIAL : 19 résidents ont un numéro unique : Actualisation mensuelle
ADOMA : 1 demande en cours
SYPLO : 3 dossiers constitués

Accompagnement social

Assistante de service social
Julie RIBIERE BRES

- Evaluation sociale
- Définition des objectifs à atteindre
- Inscription au parcours individuel et collectif d'apprentissage des Démarches Administratives en Ligne

2 entretien mensuel avec chaque résident

Principe d'intervention : viser l'autonomie numérique
➤ Bureau d'entretien équipé d'un double écran et d'un clavier

ORIENTATION

Dispositif Univ'AIR

- Apprentissage des savoirs de base numérique à visée sociale et professionnelle
- Soutien à l'apprentissage de la langue française
- Soutien à la citoyenneté

8 résidents ont participé aux ateliers en particulier emploi



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée :

CADA ELISA – GROUPE SOS SOLIDARITES, Dispositif d'Accompagnement des Réfugiés dans le Logement (ARL) – IML renforcé dédié au public réfugié

AXE (3)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
21 ménages soit 32 personnes	

Descriptif et bilan de l'action réalisée :

L'année 2023 fut une année décisive durant laquelle l'ARL est passé de 7 à 13 mesures IML Renforcé permettant d'augmenter notre capacité d'accueil de 14 à 21 ménages, soit un total de 32 personnes. Cette modalité nous a permis d'ouvrir le dispositif à des familles, et non plus exclusivement à des personnes isolées, répondant ainsi aux besoins identifiés sur le territoire.

L'accompagnement renforcé qui est mis en œuvre dans ce dispositif permet de répondre de manière globale aux besoins des ménages réfugiés, au travers d'une coordination de parcours encadrée à la fois par la référente sociale mais aussi par l'enseignante de français. Cette approche aboutit le plus souvent à un accès à un logement autonome pour la plupart des personnes accompagnées.

Sur l'année 2023, nous avons ainsi une file active de 37 personnes, dont 28 adultes et 9 enfants.

A ce jour, le parc de logements est composé de 7 logements T3, 1 logement T4 et 4 studios à Montpellier, et 1 logement T6 sur la commune de Lunel.

*Quelques données sur le public accompagné en 2023 :

- Nationalités : nous avons accompagné des résidents de 14 nationalités différentes.

L'Afghanistan et le Nigeria sont les pays les plus représentés, avec 24,3% de la file active chacun.

- Âges : Les adultes représentaient 75,7% du public accueilli. Les personnes âgées entre 25 et 44 ans demeurent les plus représentatives, avec un pourcentage de 59,5%. Parmi les 9 enfants accompagnés en 2023, 5 étaient en âge de scolarisation.

- Genre : la file active est constituée à 54% d'hommes et 46% de femmes tous âges confondus.

- Composition familiale : 18 personnes isolées. 2 familles monoparentales, 3 couples avec enfants.

Au cours de l'année 2023, **4 ménages (soit 6 personnes)** sont sortis du dispositif : 3 vers du logement social pérenne et 1 réorientation vers le SIAO soldée par une entrée en résidence sociale.

La durée moyenne de séjour des personnes sorties en 2023 est de 668 jours.

Nous avons accueilli 23 nouvelles personnes dont 2 parents d'enfant réfugié.

LES ACTIONS REALISEES

• *Maintien d'un accompagnement social ciblé*

En plus d'un suivi individuel régulier assuré par le travailleur social, le projet a mis l'accent sur l'organisation d'ateliers d'informations collectives ou socio-culturels. Ces ateliers sont proposés également à l'ensemble des BPI du CADA. Le choix des thématiques a été fait dans l'optique de favoriser l'autonomie des personnes accompagnées.

Les thèmes identifiés étant : **l'accès au logement, le système français, le droit du travail en France et la mobilité**

La dynamique du groupe permet que chacun puisse apporter ses propres connaissances et bénéficier de celles des autres.

• *Accès à des cours de français au sein de l'établissement*

Les ménages ont accès durant leur parcours au sein du dispositif à des **cours de français dispensés par l'enseignante de FLE du CADA** : cours de FLE/FOS, ateliers sociolinguistiques, participation à des projets culturels, etc., autant de possibilités offrant aux personnes accompagnées l'opportunité de renforcer leur niveau de français, de s'inscrire dans la vie de la cité, d'accéder à un emploi ou tout simplement de créer du lien social, gages d'un accès plus rapide vers l'autonomie et le logement pérenne.

Cet apprentissage est en effet indispensable dans le cadre d'un accompagné renforcé de publics réfugiés.

• *Orientation vers les partenaires extérieurs*

Dans le cadre d'une démarche d'autonomisation des résidents, nous avons renforcé les orientations vers des associations liées aux droits des étrangers tel que la **CIMADE** et vers les différents acteurs agissant dans le parcours des BPI.

Le maintien des rencontres entre professionnels et des entretiens tripartites avec notre partenaire **AGIR34** ont permis une réelle complémentarité dans l'accompagnement des personnes.

La rencontre de la **Maison du Logement** et de l'**PAVS Habitat et Humanisme** a permis d'ouvrir les recherches de logements dans le secteur privé et de travailler avec les bénéficiaires sur la réalité du logement sur le secteur montpellierain.

Plusieurs rencontres avec la **CAF** ont eu lieu afin d'échanger sur les situations complexes et répondre aux questions amenées par les professionnels.

Afin de répondre aux besoins en numérique du public accueilli, une rencontre avec le **CEIS** a eu lieu et des orientations sont régulièrement faites pour les démarches du droit commun. Concernant les situations complexes liées aux démarches de la Préfecture, des orientations vers les points numériques ont également été concluantes.

Certains résidents ARL ont participé aux activités culturelles et sportives proposées par les travailleurs sociaux du CADA et les partenaires culturels, favorisant ainsi le développement du lien social pour ceux qui le souhaitent.

Certaines familles de l'ARL ont participé activement à la fête de fin d'année du CADA en préparant des mets à partager. Les enfants ont pu recevoir des cadeaux et partager un moment festif avec leurs parents et les professionnels du CADA Elisa.

• *Gestion locative et le savoir habiter*

Malgré l'inflation, une grande majorité des personnes ayant des ressources stables ont pu s'acquitter de leur participation au loyer ainsi que du paiement des factures énergétiques. En effet, les ménages ont pu bénéficier du bouclier tarifaire. Néanmoins, le travailleur social doit rester attentif à la gestion budgétaire des ménages bien que la plupart ait saisi la nécessité du paiement mensuel.

L'accompagnement sur le savoir habiter représente une part importante des besoins dans les premières semaines d'installation des ménages dans leur nouveau logement. Cependant, au cours de l'accompagnement, nous constatons qu'ils acquièrent de plus en plus d'autonomie, aussi bien dans l'entretien du logement comme dans la gestion de leurs consommations énergétiques : des pas importants vers leur autonomie en tant que futurs locataires.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en œuvre
35	2	Studio > 03/04/2023 Studio > 02/05/2023 Studio > 01/07/2023 Studio > 01/07/2023 T 4 > 25/07/2023 TS > 15/10/2023 (Lunel)	1,7 ETP

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs	82 296,34 €	Subvention Ville de Montpellier	33 000 €
Achats	15 393,77 €	Autres subventions	86 552,61 €
Charges de personnel	39 604,56 €	Autres produits de gestion	34 325,49 €
Impôts et taxes	5 102,48 €	Reporti ressources antérieures	1 485,78 €
Autres charges et charges courantes	12 876,73 €		
Total	155 363,88 €	Total	155 363,88 €
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Détails des dépenses 2023

Facture	Nature	Date	Montant
Facture 1	ROSS interprétariat	03/04/2023	50 €
Facture 2	Ermelinda Muho interprète	19/06/2023	105 €
Facture 3	ISM interprétariat	31/12/2023	90 €
BS Sophie Da Silva	Enseignante FLE	01 au 03/2023	3 929,48 €
BS Maeva Mbarga	Educatrice Spécialisée	01 au 12/2023	28 816,99 €

Perspective 2024

En 2024, nous visons la stabilisation de nos pratiques. Notre engagement se concentre sur le maintien d'un accueil et d'un accompagnement social de qualité dédié aux besoins spécifiques des publics réfugiés, tout en favorisant une relation de confiance et de bienveillance. Notre objectif, ciblé dans l'accès des ménages au logement autonome, vise également l'autonomie des personnes.

Nos principaux objectifs restent centrés sur l'ouverture de l'ARL vers l'extérieur, en entretenant notre réseau et en établissant de nouveaux partenariats. Nous aspirons également à diversifier les solutions de réinsertion positive et à renforcer notre réseau en ce sens.

Par ailleurs, notre nouveau programme ALLER (Action Linguistique pour L'Emploi des Réfugiés) proposant des modules de formation FOS aux BPI de l'Hérault pourra venir renforcer l'offre d'apprentissage du français aux ménages accueilli au sein du dispositif IML.



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : Forum réfugiés

AXE (...)

Objectifs / Résultats :

Nombre de bénéficiaires attendus	Résultats
/	55 personnes ont bénéficié d'une aide à l'acquisition d'équipement mobilier 14 personnes ont bénéficié d'un accompagnement renforcé en logement

Descriptif et bilan de l'action réalisée :

Maintien en logement et bourse à l'équipement pour les BPI en situation de vulnérabilité en Hérault

En 2022, Forum réfugiés avait mis en place, avec l'appui du CTAI de la ville de Montpellier, un fonds de sécurisation et de facilitation pour l'accès au logement des personnes BPI installées sur la ville de Montpellier. Dans ce cadre, des bourses à l'équipement avait été distribuée début 2023 aux personnes bénéficiaires d'une protection internationale que nous

Depuis le 1^{er} juillet 2023, Forum réfugiés intervient en qualité d'opérateur départemental du programme AGIR (Accompagnement global et individualisé des réfugiés), un programme développé par l'Etat à l'échelle nationale d'accompagnement vers l'emploi et vers le logement des Bénéficiaires d'une Protection Internationale (BPI) qui remplace les programmes d'intégration préexistants. A partir de cette date, les bénéficiaires d'une protection internationale accompagnés dans le cadre du programme Accelair et éligibles au programme AGIR ont basculé vers ce nouveau dispositif. Les actions déployées dans le cadre du fonds de sécurisation et de facilitation pour l'accès au logement des personnes BPI de la ville de Montpellier ont ainsi pu se poursuivre tout au long de l'année 2023, indépendamment de l'évolution du cadre d'intervention.

L'année 2023 a permis de pérenniser les actions engagées l'année précédente. Forum réfugiés s'est centré sur deux actions principales :

1) La phase de maintien « renforcé » pour sécuriser les parcours résidentiels des publics BPI en situation de vulnérabilité accédant à un premier logement.

L'accès à un premier logement représente la clé de voute du parcours d'intégration des personnes BPI en permettant une stabilisation de leurs conditions de vie et l'ancrage dans un territoire après un parcours d'exil long et éprouvant.

Néanmoins, la complexité administrative combinée à un faible niveau de français/maîtrise des savoirs de base tend à éloigner les personnes réfugiées de l'accès et/ou du maintien dans le logement. Le

profil de certains publics BPI accompagnés peut complexifier leur accès et maintien dans un logement autonome et justifier le déploiement d'un accompagnement renforcé.

Pour les personnes n'ayant pas bénéficié d'un hébergement durant leur demande d'asile (environ 40% du public), les freins à l'accès au logement sont exacerbés. En effet, les démarches administratives facilitant l'accès au logement n'ont pas été réalisées au moment de la reconnaissance de la protection internationale et imposent un délai supplémentaire avant l'attribution d'un logement autonome. Par ailleurs, le travail mené par les opérateurs du Dispositif National d'Accueil (DNA) initie les personnes BPI à la gestion d'un logement en France (sensibilisation à l'utilisation de l'énergie, du bon usage du logement, des règles de bon voisinage, etc.). L'absence de stabilisation des parcours des personnes accompagnées sans solution d'hébergement pendant leur demande d'asile précarise et fragilise particulièrement les BPI les plus vulnérables (errance, addiction, détresse et souffrance psychique).

La vulnérabilité du public BPI accompagné est d'autant plus élevée qu'il s'agit majoritairement de personnes isolées ou de familles monoparentales, qui ne parlent pas ou peu le français, avec des codes culturels différents et parfois des fragilités importantes et spécifiques, en lien notamment avec le parcours d'exil (psycho-traumatismes, pathologies lourdes et/ou chroniques, etc.). Par ailleurs, nombre des personnes accompagnées sont en situation d'analphabétisme ou n'ont jamais ou peu été scolarisées. Ainsi, l'absence ou une faible maîtrise des savoirs de base contribue à des ruptures de droits extrêmement dommageables pour les parcours d'intégration des BPI. L'accès au logement et l'accompagnement personnalisé, renforcé et adapté dans le maintien sont donc essentiels pour une insertion durable des BPI.

Aussi, la vulnérabilité a été évaluée au regard des freins spécifiques suivants qui risquaient de ralentir ou de fragiliser les parcours résidentiels :

- Absence ou faible niveau de maîtrise de la langue française et/ou des savoirs de base
- Situations d'illettrisme ou d'analphabétisme
- Absence d'expérience locative antérieure
- Les parcours de rue, d'errance et d'addiction
- Les difficultés de repérage spatio-temporel
- Les enjeux de santé mentale

Le parcours d'accompagnement renforcé a permis au public BPI ciblé de bénéficier d'un accompagnement intensifié en termes de visites à domicile et de mobiliser et d'accompagner vers un réseau partenarial étendu à même d'apporter des solutions aux différents freins identifiés dans le parcours d'intégration : santé, handicap, absence de maîtrise de la langue française, garde d'enfant, illettrisme. Les interventions à domicile ont permis de veiller à une bonne appropriation du lieu de vie ainsi que du nouveau quartier de s'assurer de la bonne compréhension des droits et devoirs du locataire, d'évaluer in situ la capacité à habiter de la personne et de prodiguer des conseils pratiques de bonne gestion du logement. En parallèle, le suivi consistait à appuyer la personne dans la réalisation de l'ensemble des démarches administratives d'installation et de maintien en logement avec si nécessaire la proposition d'un accompagnement physique pour sécuriser la personne (ouverture des compteurs, accompagnement à l'état des lieux et à la signature de bail, acquisition d'ameublement, ouverture des droits APL, contraction d'une assurance habitation, etc.). Enfin, l'intervention d'un référent spécialiste de l'insertion socio professionnelle jusqu'à l'accès à un emploi durable ou à une formation qualifiante a permis de sécuriser les ressources des ménages primo accédant à un logement.

2) L'acquisition d'équipement mobilier, afin d'éviter une précarisation des ménages qui accèdent à un logement avec un équipement réduit voire inexistant.

Les ménages accompagnés ont en effet peu de possibilités d'épargner de par une accession rapide au logement après l'obtention d'une protection internationale et en raison de la faiblesse de leurs ressources financières (souvent majoritairement dépendantes du RSA). Cette situation est particulièrement exacerbée pour les personnes qui accèdent au logement après des parcours de rue dans lesquels les dépenses sont constantes et l'épargne extrêmement difficile à organiser. Les dépenses immédiates lors de l'accès au logement sont multiples (souscription à une assurance habitation, paiement d'une caution, frais d'ouverture de compteurs, etc.) et sont très souvent engagées au détriment de l'équipement (ameublement et électroménager de base). L'équipement pour les primo-accédants à un logement est d'autant plus crucial, qu'il n'existe pas, à ce jour, de dispositif de soutien sur ce thème dans le département héraultais, hormis un prêt CAF réservé aux familles monoparentales d'enfants de moins de 3 ans.

Afin de sécuriser l'entrée en logement de ces publics, il a été décidé d'attribuer des bourses à l'équipement aux ménages les plus fragiles, sélectionnés à partir d'un diagnostic social en fonction de critères de vulnérabilité, en particulier l'absence d'épargne, l'accession rapide à un logement, la sortie de situation de rue. Les ménages accédant à des dispositifs de logement adapté non meublés et non équipés ont également été intégrés à ce dispositif.

Les bourses à l'équipement se font sans avance de frais grâce aux partenariats développés avec deux enseignes spécialisées, elles constituent une aide non négligeable aux ménages les plus vulnérables et favorise un meilleur confort pour les personnes concernées :

- Envie de Mauguio qui propose un accès facilité aux équipements électroménagers rénovés.
- L'association ERCA qui propose d'acquérir du petit ameublement rénové.

Au total, 25 bourses seront attribuées en début d'année 2024 jusqu'au 30 juin 2024, la notification du financement étant paru seulement en décembre 2023, l'attribution des bourses a été reportée sur le début d'année 2024. Au 1^{er} mars 2024, 10 bourses à l'équipement ont déjà été distribuées et ont bénéficié à 23 personnes (dont mineurs).

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en œuvre
69		01 juillet 2023 – 30 juin 2024	0,2

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Les bourses étant attribuées début 2024, un nouveau bilan sera fourni en milieu d'année pour compléter les dépenses effectuées.

Charges		Produits	
Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	
Achats	88	Autres subventions	15 000
Services extérieurs	788		
Charges de personnel	8628		
Impôts et taxes	551	Autres produits de gestion	

Autres charges de gestion courante	815		
Excédent	7500	Reporti ressources antérieures	3 371
Total	18 371	Total	18 371
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Détails des dépenses 2023

Facture	Nature	Date	montant

Perspective 2024

Comme décrit précédemment, les bourses sont en cours de distribution durant le premier semestre 2024. Le montant de l'enveloppe global qui sera distribuée correspond aux 7500 euros d'excédent inscrits au budget. Nous prévoyons la consommation totale de cette enveloppe d'ici le 30 juin 2024. Nous visons à poursuivre ce projet visant à faciliter l'installation des ménages dans la métropole de Montpellier, en proposant à nouveau des bourses à l'équipement et l'ameublement.

ANNEXES 4– EXERCICE DE LA CITOYENNETE

Annexes 4.1 - Fiches bilan AXE 4

- Journée Mondiale des Réfugiés
- Plateforme Service Civique Réfugiés



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée :

GROUPE SOS Solidarités – CADA Elisa – JMR – Journée Mondiale des Réfugiés

AXE (4)

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
800-900 personnes	<p>Sensibilisation du grand public à travers des actions ciblées.</p> <p>Participation de nos usagers à l'organisation de cet événement.</p> <p>Encouragement des rencontres et des échanges lors d'une journée festive.</p> <p>Rassemblement des partenaires et institutionnels engagés dans le soutien quotidien aux personnes réfugiées.</p>

Descriptif et bilan de l'action réalisée :

Le collectif piloté par trois associations (Groupe SOS, Adages, Gammes) accueillant des publics réfugiés sur la ville de Montpellier a organisé un événement à l'occasion de la **Journée Mondiale des Réfugiés le 20 juin 2023 à la Halle Tropisme**. Cette première édition coorganisée, qui avait pour thème "Femmes et Exil", a atteint ses objectifs de sensibilisation, d'implication des participants et d'interaction avec le public.

Plus de quinze partenaires du territoire ont contribué avec leurs projets à mettre en avant le rôle des femmes à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Halle Tropisme. L'appropriation de cet espace alternatif montpelliérain a permis d'accroître la visibilité de nos usagers. Néanmoins, à l'approche de l'événement, plusieurs projets n'ont pas pu être présentés ou ont eu un impact sur le budget des établissements en raison d'un manque de moyens financier initial et mais aussi humain entraînant une surcharge de travail pour les équipes organisatrices.

Toutefois, c'est une réussite notable et collective pour ce premier projet de collaboration entre les Centres d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA). Malgré le manque de relais en termes de publication, celle-ci est restée très efficace par les réseaux sociaux et le bouche à oreille des partenaires et des institutionnels. Entre 800 et 900 personnes ont été comptabilisées tout au long de la journée, tout public confondu. De plus, 200 repas ont été distribués aux personnes accueillies des trois structures organisatrices.

La Halle Tropisme, le public, les institutions et les partenaires présents expriment un fort soutien pour renouveler cette expérience.

Indicateurs 2023

Nombre de bénéficiaires BPI	Autres bénéficiaires (BPT, DA, PA)	Périodes/dates de réalisation de l'action	ETP mobilisés pour la mise en œuvre
100	200	20 juin 2023	10

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs	4 966,09 €	Subvention Ville de Montpellier	5 000 €
Achats	28,97 €	Autres subventions	
Charges de personnel		Autres produits de gestion	
Impôts et taxes		Reports ressources antérieures	
Autres charges et charges courantes	4,94 €		
Total	5 000 €	Total	5 000 €
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Détails des dépenses 2023

Facture	Nature	Date	montant
Facture 1	Repas halle Tropisme	20/06/23	338 €
Facture 2	Intermed - podcast	28/06/23	970 €
Facture 3	Jordelan	20/06/23	800 €
Facture 4	Publication Facebook	12/06/23	14 €
Facture 5	B comme Bombyx	4/7/23	600 €
Facture 6	Halle Tropisme évènement	25/7/23	1 596 €
Facture 7	Café Tropisme	28/11/23	358 €
Facture 8	Bureau Vallée	14/06/23	28,97 €
Facture 9	M. Bricolage	19/6/23	37,9 €
Facture 10	GIFI	19/6/23	7,99 €

Perspective 2024

- Mise en place d'un comité de pilotage élargi, comprenant des commissions thématiques où les bénéficiaires trouvent encore plus leur place en tant que participant actif du déroulement de la future édition.
- Renforcement de la sensibilisation auprès des écoles
- Un programme encore plus varié avec une ouverture plus tôt dans la journée (dès midi). Rappel des objectifs : il est crucial de souligner que les bénéficiaires sont des participants actifs du projet.
- Contractualiser et faire des fiches action plus en amont avec le lieu d'accueil pour fluidifier les déplacements à l'intérieur et l'extérieur mais aussi faciliter l'accès à toutes les actions durant l'évènement.

Grâce à l'impact positif de la première édition, la communication avec nos partenaires est désormais plus aisée, et de nombreux projets et artistes expriment leur volonté de s'impliquer autour de la thématique du « corps ». Des acteurs tels que le Groupe Noces, La Compagnie l'Insoumise, Ankiffoudine Sandani, les Petits Débrouillards, et bien d'autres encore, offriront leur interprétation de l'exil et du corps. En collaboration avec nos partenaires très motivés, nous prévoyons un programme spécialement conçu pour les scolaires, comprenant des tables rondes, des spectacles, des projections-débats et des expositions auquel sont impliqués nos résidents protagonistes de cette journée.

Une programmation plus ambitieuse nécessitant des moyens financiers plus importants que l'année dernière, dans le but que chaque participant et acteur de cette journée puisse emporter une image authentique et positive des bénéficiaires de la protection internationale.



Contrat territorial d'Accueil et d'Intégration - Fiche Bilan 2023

Association conventionnée : Mission Locale Montpellier Métropole Méditerranée (MLJ3M)

AXE 4

Objectifs initiaux :

Nombre de bénéficiaires attendus	Autres
4 Volontaires en Service Civique	. Permettre à des jeunes volontaires en service civique de découvrir un environnement associatif qui lutte en faveur des droits des réfugiés avec une première intégration dans un environnement professionnel
30 bénéficiaires des actions (réfugiés et demandeurs d'asile)	. Favoriser l'accueil et l'intégration des jeunes réfugiés sur le territoire en lien avec les partenaires . Participer aux actions de la Ville de Montpellier menées en direction des réfugiés

Descriptif et bilan de l'action réalisée :

Sur l'année 2023, 7 jeunes volontaires sont entrés en mission de service civique, les 3 premiers dont les missions s'étaient sur 2023 et les 4 derniers étant en cours de mission.

Dans le cadre de leurs missions de service civique, les volontaires ont constitué un groupe de jeunes demandeurs d'asiles ou qui ont le statut réfugié afin de pouvoir proposer des actions de découvertes de la ville de Montpellier, sorties culturelles ou des actions citoyennes, en particulier en lien avec les services de la Ville de Montpellier.

Les jeunes qui sont intégrés à ce groupe sont des jeunes qui ont le statut réfugié ou des demandeurs d'asiles. Leur participation est complètement volontaire et l'idée principale est de pouvoir favoriser le lien entre les jeunes et leur participation à des actions dont ils décident la portée. Ces opportunités de rencontres et d'actions permettent une meilleure intégration, une progression dans l'apprentissage du français et une meilleure connaissance de leur environnement en France.

N°	Prénom	Genre	Age entrée	Contrat			
				Structure d'accueil	Debut	Fin	Durée mission (mois)
1	Frankela	F	24	SPADA	15/01/2023	15/08/2023	7
2	Mohamed	M	25	PETITE CORDEE	01/02/2023	31/07/2023	6
3	Beaki	F	24	MLJ3M	01/03/2023	31/08/2023	6
4	Clara	F	19	SPADA	15/05/2023	14/11/2023	6
5	Aziza	F	22	MLJ3M	01/09/2023	29/02/2024	6
6	Audrey	F	21	PETITE CORDEE	15/09/2023	14/03/2024	6
7	Asif	M	24	MLJ3M	01/12/2023	31/05/2024	6

Présentation des actions réalisées dans le cadre de leur mission de service civique :

PORTAIT DE BEAKI :

Beaki S., volontaire en service civique à la ML3M sur la mission « Faciliter l'intégration des personnes réfugiées sur le territoire » de février à août 2023

Beaki est arrivée en France en août 2021, elle est inscrite depuis février 2022 à la Mission Locale. Elle a démarré par une PMSMP en janvier 2023, orienté par sa conseillère, au sein de la Mission Locale dans l'objectif d'entrer en mission de service civique.

Dans le cadre de sa mission Beaki, a tenu des permanences au sein de la SPADA, a permis la mise en place du groupe de jeunes réfugiés et demandeurs d'asiles. Elle a également réalisé des actions avec le collectif de jeunes en service civique, notamment la présentation au collectif de son pays, l'Ethiopie, suivi d'un repas du monde partagé.

Elle a également participé à la formation sensibilisation auprès des personnes mal voyantes avec la Ville de Montpellier ainsi que les formations obligatoires dans le cadre du service civique : PSC1 et Formation Civique et Citoyenne.

Petit à petit, elle a pris confiance en elle et en ses capacités. Son contact auprès des autres volontaires ainsi que des différents professionnels de sa mission de service civique lui ont permis de mieux comprendre l'environnement et le fonctionnement des structures et ainsi favoriser son intégration en France.

Ces différentes actions lui ont permis d'améliorer sa compréhension et son expression en langue française et par conséquent de prendre confiance. Sa maîtrise du français lui permet désormais de pouvoir accéder à une formation, **elle est maintenant entrée à l'Ecole de la 2ème chance où elle poursuit son parcours.**

Bilan financier spécifique de l'action conduite en 2023

Charges		Produits	
Services extérieurs		Subvention Ville de Montpellier	14 000 €
Achats	102 €	Autres subventions	
Charges de personnel	12 177 €	Autres produits de gestion	1 964 €
Impôts et taxes		Reports ressources antérieures	
Autres charges et charges courantes	3 685 €		
Total	15 964 €	Total	15 964 €
Valorisation du bénévolat		Valorisation du bénévolat	

Retour de Frankela sur sa mission de service civique

Rapport écrit sur la mission de service civique: Faciliter l'intégration des migrants sur le territoire.

Pendant mon service civique au sein de la Mission Locale et l'association SPAD34, j'ai participé à un projet visant à faciliter l'intégration des réfugiés sur le territoire français.

Mes missions étaient diverses et consistaient principalement à accueillir les usagers, écouter leurs demandes et leurs besoins, ainsi qu'à accompagner les personnes dans l'utilisation des sites internet et dans leurs démarches administratives en ligne. Lors de ces missions j'ai pris le temps de comprendre leurs demandes spécifiques et leurs besoins afin de leur fournir l'aide et le soutien appropriés. Mon objectif était de créer un environnement convivial et rassurant pour favoriser leur intégration et les mettre à l'aise.

J'ai également pris en charge la gestion du courrier des usagers, ce qui impliquait de trier, classer et distribuer le courrier reçu. Cela leur permettait de recevoir des documents importants pour leur démarches administratives.

Cette expérience a duré 3 mois et demi et m'a permis d'acquérir de nouvelles compétences. Durant mon service civique, j'ai eu la chance de suivre une formation en communication non violente et en gestion des conflits, ainsi que la formation PSC1 (Prévention et Secours Civiques de niveau 1). C'était une expérience très enrichissante qui m'a permis de développer des compétences telles que la communication bienveillante, l'écoute active, le travail en équipe et en autonomie, ainsi que l'utilisation de logiciels spécifiques.

Ce que j'ai particulièrement apprécié pendant ces 3 mois, ce sont les rencontres que j'ai pu faire avec des collègues extraordinaires. Leur bienveillance et leur générosité ont créé un environnement de confiance où j'ai pu me sentir à l'aise pour poser des questions, apprendre de mes erreurs et grandir professionnellement et personnellement. Ils m'ont partagé leurs histoires, leurs cultures et leurs aspirations, ce qui m'a ouvert l'esprit sur la diversité du monde et la richesse que chacun peut apporter.

Au-delà des compétences acquises, cette expérience de service civique m'a également permis de me sentir utile et engagé dans une cause qui me tient à cœur, tout en contribuant à l'enrichissement de mon parcours personnel. Je suis reconnaissant d'avoir eu cette opportunité qui a marqué positivement ma vie.

ZGURA Frankela

Annexes 4.2 – Communication JMR 2023

MARDI 20 JUIN 2023

Journée Mondiale des Réfugié.e.s

« FEMMES ET EXIL »

14h > 21h :
Expos, débats, projections,
ateliers, Refugee food,
rencontres...

et le soir !

21h : CONCERT Afro soul
EMMA LAMADJI

22h > 00h : Bal des 7 continents

- > Entrée Libre - Gratuit
- > Halle Tropisme

Flashez-moi pour suivre
les infos en direct !
#JMR2023




ÇA SE PASSE À LA



Logos of partners: M, PAYS DE L'HERAULT, Gammes, Groupes, Refugees, and others.

Journée Mondiale des Réfugié.e.s

PROGRAMMATION

12h :

Restauration par l'Atelier Cuisine de la Cimade de Béziers

Dès 14h et en continu : Expositions / Témoignages audios
Espaces de sensibilisation

17h > 19h30 : Performance Graff / Stand SOS Ukraine
Ateliers participatifs (Broderie et création de bijoux)
Tapis Rond sur le "Parcours Kintsugi"

18h > 19h30 : Projections & débats

Film "Avec mes Souvenirs", en présence de la réalisatrice
L. Kirsch (en salle A)

Courts-métrages "Traite des êtres humains & Prostitution",
en présence de C. Sanchez & C. Grangeaud de l'association
L'Amicale du Nid (en salle C)

À partir de 21h :

CONCERT D'EMMA LAMADJI suivi du "BAL DES 7 CONTINENTS"

RESTAURATION SUR PLACE par Refugee Food

ACCÈS :

BUS Ligne 11 (Arrêt Gouara)

TRAMWAY Ligne 3 (Arrêt Plan Cabanes) / Ligne 2 (Arrêt Mas Drevon).

Parking Gratuit (Voitures & Vélos)



Flashez-moi pour suivre les
infos en direct !
#JMR2023





CONVENTION RELATIVE AU COFINANCEMENT DU

Contrat territorial d'accueil et d'intégration des bénéficiaires de la protection internationale et des étrangers primo-arrivants de Montpellier 2024

Entre

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier, désigné ci-après par les termes « la Ville de Montpellier », d'une part,
et

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, représenté par M. Michel CALVO, son Vice-Président, ci-après désigné par les termes « le CCAS ».

Il est préalablement convenu ce qui suit :

Le CTAIR de la Ville de Montpellier visait en 2023 à consolider un certain nombre d'actions innovantes dont la création de l'hôtel des fauvettes, pour l'accueil des jeunes réfugiés isolés, ou l'insertion par le travail au sein des équipes et services de la Ville.. Après évaluation des actions en conseil municipal du 27 juin 2024, la ville a proposé aux services de l'Etat de faire évoluer le contrat dans la répartition des crédits alloués aux différents axes ainsi que dans l'abandon, la reconduite ou l'expérimentation de nouvelles actions.

Le Centre Communal d'Action Sociale de la ville, au travers son Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale (CEIS), assure le lien transversal entre les 4 axes et les acteurs du territoire ainsi mobilisés. Il permet aux personnes réfugiées d'être orientées et guidées depuis une ressource centrale vers les différentes solutions du droit commun mais également vers les actions spécifiques du CTAIR. La mobilisation des crédits alloués par l'Etat pour le fonctionnement du CTAIR s'équilibre entre les moyens déployés par le CEIS et le soutien aux acteurs associatifs du territoire qui développent des ressources innovantes en complément du droit commun.

Pour l'année 2024, l'Etat a validé l'attribution à la Ville de Montpellier d'une subvention d'un montant de 240 000 €. Cette aide de l'Etat est perçue par la Mairie et reversée pour partie aux partenaires en charge des projets à mener, dont le CCAS.

Tel est l'objet de la présente convention pour le CCAS.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de définir les modalités de reversement d'une partie de la subvention de l'Etat dans le cadre de l'appui au Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration des bénéficiaires de la protection internationale et des étrangers primo-arrivants de Montpellier

Article 2 : OBLIGATIONS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier s'engage à reverser 90 000 € du montant de la subvention de l'Etat, au CCAS de Montpellier pour porter les actions suivantes:

- 50 000 € pour reconduire le dispositif transversal Unis'vers Réfugiés du CEIS pour 160 bénéficiaires en 2024 ;
- 20 000 € pour mettre œuvre l'accompagnement d'une nouvelle promotion de 10 personnes BPI recrutées par la Ville et la Métropole en CDD pour l'insertion en 2024 ;
- 20 000 € pour assurer le fonctionnement du centre d'hébergement pour les BPI hommes isolés créé par le CCAS en 2022 : la résidence des Fauvettes.

Article 3 : OBLIGATIONS DU CCAS DE MONTPELLIER

Le CCAS s'engage à mettre en œuvre les opérations citées dans la convention par l'article 2.

Les fonds seront appelés par émission d'un titre de recettes à l'encontre de la Ville de Montpellier en y joignant toutes pièces justifiant de la dépense.

Le CCAS devra rédiger également un bilan d'activité et un budgétaire pour chacune des actions listée à l'article 2 à la ville de Montpellier avant le 30 mars 2025. Il devra également participer à la rédaction du rapport d'exécution des opérations transmis à l'Etat par la Ville de Montpellier.

Article 4 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention est conclue pour une durée d'un an à partir de la signature du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration bénéficiaires de la protection internationale de Montpellier pour l'année 2024.

Article 5 : RESILIATION

Chacune des parties pourra résilier la convention, de plein droit, à tout moment et sans préavis, au cas où l'autre partie manquerait gravement à ses obligations contractuelles.

Cette résiliation devra être précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet durant 30 jours calendaires.

Article 6 : MODIFICATIONS

A la demande de l'une ou l'autre partie, des modifications pourront être apportées à la présente convention par avenant, adopté dans les mêmes modalités que la présente convention.

Article 7 : LITIGES

Les deux parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent.

Fait à Montpellier le En deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier

Le Maire,

Michaël DELAFOSSE

Pour le Centre Communal d'Action
Sociale

Le Vice-Président,

Michel CALVO

Revue des actions du CTAI de MONTPELLIER 2024

Axe 1 : Apprentissage du Français / 30 000 €

actions	CTAIR 2024	Porteur	Objectifs	Rappel année 1 et 2
Guichet Unique permettant la mise en place d'une garde d'enfants concomitante au cours FLE du parent	30 000 €	Association INSTEP	<ul style="list-style-type: none"> sanctuariser 12 places en crèche ou garde d'enfants pour les parents BPI et proposer deux parcours d'apprentissage de 300 h coordonnées avec la disponibilité des places en crèche : 24 parents concernés. 	<ul style="list-style-type: none"> Année 1 : Etat des lieux (10 000 €) de l'offre d'apprentissage à Montpellier Années 2 : 25 000 €, 12 places en crèches + parcours d'apprentissages adaptés.

Axe 2 : insertion dans l'emploi / 70 000 €

UNIS'VERS Réfugiés	50 000 €	CCAS / CEIS	<ul style="list-style-type: none"> 160 BPI bénéficiaires direct 500h d'accompagnement FLE, FLI en ateliers numérique, emploi, administratifs, citoyenneté 	<ul style="list-style-type: none"> Années 1 : 50 000 €, 90 BPI Année 2 : 50 000 €, 160 BPI
Insertion dans l'emploi	20 000 €	CCAS / CEIS Ville Métropole	<ul style="list-style-type: none"> Recruter 10 BPI dont le niveau de Français est < A1 120 heures de formation linguistiques et d'accompagnement dans l'emploi intégrées aux CDD <p><i>10 000 € CTAI 2023 non consommés seront utilisés sur cette action en 2024. La ville et la Métropole mobilisent une enveloppe de recrutement dédiés de 160 000 € sur 2 ans.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Année 1 : 19 000 € : 13 orientations, 6 en parcours pro, 1CDD, 1 CQP, 1 FLE, 9 CDD avec la Ville dans les écoles Années 2 : 20 000€ : 8 personnes recrutées par la Ville et la Métropole sur des postes dédiés intégrant 100 h d'accompagnement dans l'emploi rémunéré.

Axe 3 : Accès au logement / 113 000 €

actions	CTAIR 2024	Porteur	Objectifs	Rappel année 1 et 2
Bourse pour le démarrage des parcours locatifs	8 000 €	Forum Réfugiés (AGIR)	☐ 20 bourses pour 20 foyers BPI (40 à 60 personnes bénéficiaires)	Année 2 : 15 000 € - 20 bourses (55 personnes bénéficiaires) pour l'aménagement matériel des logements vides et leur accompagnement.
Renforcer l'action « Rénover pour un habitat durable et solidaire » pour les BPI	15 000 €	Ville Métropole	☐ 4 appartements captés dans le parc privé pour de l'intermédiation locatives pour les personnes BPI	Nouvelle action
Hébergement solidaire pour les BPI rencontrant des discriminations subies par les LGBTI	7 000 €	Associations J'accueille et Le Refuge	☐ 3 places en expérimentation chez des familles solidaires avec accompagnement renforcé de l'association le Refuge	Nouvelle action
Habitat intercalaire	30 000 €	Association ADAGES	☐ 20 places en habitat intercalaires 10 en renouvellement et 10 nouvelles places à créer dans de nouveaux sites	Année 1 : Création des 20 places sur 4 unités de logement Année 2 : pérennisation des 20 places - 4 sorties positives - 1 sortie sèche
Fonctionnement de la résidence des Fauvettes	20 000 €	CCAS / CEIS	☐ Maintien des 18 places	Année 1 : 40 000 € Création de l'établissement Année 2 : 20 000 € fonctionnement de l'établissement
Renforcer l'intermédiation locative pour les sortants de CADA	33 000 €	Association Groupe SOS	☐ 9 appartements à capter pour les sortants de CADA et mise en place de 9 accompagnements renforcés	Années 1 : 3 000 € Année 2 : 33 000 € , 13 mesures IML (32 bénéficiaires)

Axe 4 : exercice de la citoyenneté / 27 000 €

Journée mondiale des réfugiés à Montpellier	12 000 €	Association Groupe SOS	☐ 800 participants dont 300 BPI	Année 2 : 500 participants dont 180 DA et BPI
Passerelle associative, culturelle et sportive	15 000 €	Forum Réfugiés (AGIR)	☐ 140 bénéficiaires sur des accompagnés physiquement dans les lieux sportifs et culturels de la ville	Nouvelle action